
Sixième Conférence Internationale

**Comment penser les souverainetés africaines
dans un monde fracturé et incertain ?**

Synthèse des débats et recommandations

Cotonou, 8 - 11 mai 2025

SOMMAIRE

Session 1: (RE)CONSTRUIRE UNE SOUVERAINETÉ ÉQUILIBRÉE EN POLITIQUE INTÉRIEURE AFRICAINE	3
A. Analyse de quelques cas d' « utilisations détournées » de « l'étandard de la souveraineté »	3
B. Leçons d'histoire de la souveraineté africaine.....	5
C. Evolutions des souverainetés jusqu'a aujourd'hui.....	7
D. Quels seraient les éléments caractéristiques d'une souveraineté « équilibrée »?	7
E. Recommandations pour un changement positif ?	8
Session 2 : LES CONDITIONS DE CONQUÊTE DE LA « SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE »	13
A. Les conséquences de la fin de l'etat providence.....	13
B. S'attaquer aux insuffisances actuelles	15
C. Autres observations et recommandations majeures	18
Session 3 : LA « SOUVERAINETÉ SÉCURITAIRE » FACE AUX MENACES ET AUX DÉFIS TRANSVERSAUX	22
A. A l'origine de la grave situation sécuritaire actuelle au sahel, des responsabilités partagées	22
B. Les causes de l'aggravation sécuritaire actuelle.....	24
C. Recommandations pour renforcer la sécurité inter-africaine.....	25
D. Recommandations pour renforcer la connexion avec la communauté internationale	
30	
E. Le cas du Benin.....	32
Session 4 : LES SOUVERAINETÉS NATIONALES ET LES CULTURES AFRICAINES, FACE A LA GEOPOLITIQUE MONDIALE ET SES LUTTES D'INFLUENCE.....	34
A. Différents regards sur cette souverainete africaine dans la geopolitique mondiale..	34
B. Les « fondements » d'une veritable souveraineté africaine dans la géopolitique mondiale d'aujourd'hui.....	40
C. 9 recommandations pour construire une « souveraineté véritable », au plan mondial	
41	
Session 5 : SEANCE CONCLUSIVE	51

Session 1: (RE)CONSTRUIRE UNE SOUVERAINETÉ ÉQUILIBRÉE EN POLITIQUE INTÉRIEURE AFRICAINE

Derrière l'utilisation intempestive de ces mots fourre-tout « souveraineté » et « souverainisme » dont le sens a beaucoup évolué selon les pays, **se cachent beaucoup d'ambiguités que cette première session s'est efforcée de lever:**

Partant de l'analyse de **cas d'utilisations actuellement « détournées » de ces mots**, mais aussi **d'enseignements tirés de faits marquants de l'histoire africaine qu'il est utile de se remémorer**, la conférence de Cotonou s'est attachée à dégager les éléments constitutifs d'une souveraineté « raisonnable » en politique intérieure africaine et à formuler des recommandations pour le futur.

A. ANALYSE DE QUELQUES CAS D'« UTILISATIONS DETOURNEES » DE « L'ETENDARD DE LA SOUVERAINETE »

1- Une souveraineté « agressive et défensive », au MALI,

Cette souveraineté agressive a été provoquée au départ par **de grandes frustrations** liées à la combinaison de multiples causes internes: **l'insécurité, le changement climatique, une forte démographie, l'urbanisation croissante** avec paupérisation à la périphérie de la capitale **le tout combiné à des éléments de communication** permettant de voir que la vie se passe mieux ailleurs! Mais également due à **une gouvernance précédente**, pas très vertueuse, un développement effréné de la corruption et la création d'inégalités...

Egalement des causes externes: L'attitude française qui n'a pas été exemplaire avec une stratégie de communication catastrophique, comme d'ailleurs celle de l'organisation régionale (la CEDEAO). Tout cela a permis aux militaires de renverser l'ordre établi, de s'installer durablement et de bâtir un narratif « souverainiste » qui les a rendus populaires.

L'édifice actuel est cependant d'une fragilité croissante : **Les nouveaux acteurs ne sont pas vraiment différents des anciens**; beaucoup ayant participé à l'ancienne gouvernance et pas plus capables de changer leurs habitudes que les anciens, reviennent à leur ADN d'origine, **vers l'autoritarisme et la dictature...**Pour ces raisons il n'est pas exclu que **ce régime-là tombe comme les autres sont tombés.**

2- Une souveraineté « détournée », en République centrafricaine (RCA).

Certaines dynamiques sont très proches de ce qui se passe au Mali et il faut noter que **les mots comme « souverainiste » notamment, sont partis au départ de Bangui, avant d'arriver à Bamako!**

Beaucoup de questions en rapport à la constitution, à la notion de coup d'Etat, au souverainisme proclamé, sont urgentes en ce moment en RCA. Enormément de facteurs rentrent en jeu et le danger serait de se laisser avaler par l'urgence d'un agenda qui fonctionne par **déconnexion des questions les unes par rapport aux autres.**

La « vraie souveraineté » serait de relier tous ces facteurs entre eux et à la population mais si on laisse les élections se dérouler telles qu'elles se présentent, elles s'avéreront être **un formidable instrument pour aliéner la population**

En effet dans le contexte actuel de la RCA les élections ne sont pas, **un défi de « reconquête de soi », de « décider de son destin »** dans tous les domaines. Cet objectif essentiel impliquerait que les mots employés soient **« habités » en tant que Centrafricains**, ce qui n'est pas le cas.

Exemple: le mot « Etat » a été inventé en Occident pour désigner des faits et une souveraineté à un moment donné, le mot était « habité » quand il a été créé par ceux dont on découvrait l'expérience historique...

Les centrafricains l'ont repris dans les années 60 mais cela reste un défi pour eux d'y réinjecter véritablement eux-mêmes, avec ce que cela signifie dans leur contexte, en termes humains, de rapport au territoire, de rapport à l'économie etc.

C'est important car on constate que la structure actuelle de l'État reste aujourd'hui une projection de la structure coloniale, du temps où la capitale Bangui était une colonie d'exploitation. On retrouve cette structure avec les sociétés « concessionnaires » d'antan, qui sont aujourd'hui ... les groupes mercenaires armés!

Dans ce contexte on crée la souveraineté pour « échapper à l'essentiel »; c'est-à-dire à la ré-appropriation de soi. On crie « souveraineté » plus fort pour ne pas donner la parole aux africains pour qu'ils décident de leur destin. On fait tout pour éviter cela et la jeunesse qui n'est pas très bien formée/informée, est manipulable: on arrive à l'emmener où on veut.

3- Une souveraineté « inefficace », en République Démocratique du Congo (RDC),

C'est un pays immense, très riche en matières premières, qui fait face à beaucoup de défis: défis sécuritaires au sens large (insécurité urbaine dans la capitale, agression à l'Est etc), défis de gouvernance (la corruption est institutionnalisée, les lois ne sont souvent pas mises en pratique. Aujourd'hui les personnes sont plus fortes que les institutions), défis économiques, immenses ressources naturelles et extrême pauvreté! (Immenses terres et forêts mais toute l'économie repose sur les ressources minières), défi de la justice (les droits humains posent problème)

La RDC venait de connaître la première alternance pacifique, puis les deux camps se sont divisés et on constate aujourd'hui une Hyper présidentialisation.

Des « pistes de solutions existent » mais...les « mises en œuvre » sont défaillantes dans la plupart des objectifs poursuivis:

- Renforcer l'Etat de droit et l'autorité des Institutions... Le droit passe par la justice qui actuellement est comme « une toile d'araignée qui laisse passer les moineaux et attrape les petites mouches! »
- La souveraineté et l'autorité de la loi... qui est aux ordres, problèmes de droits de l'homme qui concernent la plupart de ceux qui se sont opposés, beaucoup se retrouvent en exil.
- Une décentralisation « effective »... on la préconise pour donner plus de poids aux élus locaux, mais on a l'impression que toutes les décisions sont prises à Kinshasa.
- Justice indépendante... elle s'applique surtout à ceux qui sont opposants et sur 500 membres du Parlement, 31 seulement sont dans l'opposition.
- Sécurité... On préconise la réforme du secteur de sécurité, le gouvernement dilapide les fonds. Ils représentent 30 % du budget, mais on n'arrive pas à maîtriser la situation. L'armée congolaise s'est construite par intégrations successives, brassages, suite aux rébellions à répétition. Difficile d'en faire une armée qui gagne.
- Relance économique avec pour objectifs: diversification économique, modernisation de l'agriculture pour consacrer l'autosuffisance alimentaire et créer l'emploi rural.

- **infrastructures:** pratiquement pas de routes et de chemins de fer, problème d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.
- **Problème d'éducation de qualité (pour tous):** on vient juste d'adopter le système License Master Doctorat (LMD) pour changer un système qui aujourd'hui forme des chômeurs et doit être réformé.
- **Rôle de la société civile:** la renforcer davantage, la rendre plus indépendante pour qu'elle puisse impulser les changements.
- **Diplomatie:** assainir le climat des affaires pour attirer les investissements en RDC.

B. LEÇONS D'HISTOIRE DE LA SOUVERAINETE AFRICAINE

1- Retour sur la guerre du Biafra

« L'affirmation de souveraineté africaine n'est pas une affaire d'aujourd'hui »:

Témoignage d'un ancien: « Déjà à l'époque de la guerre du Biafra, le Général De Gaulle qui voulait punir le Nigeria comptait faire intervenir l'aviation et avait demandé que le Cameroun soit la base arrière de soutien pour le décollage des avions. **Le Président AHIDJO avait refusé ! Il avait même massé des troupes devant la frontière...** »

Du coup les Français avaient été obligés de faire des ponts aériens depuis le Gabon et la Côte d'Ivoire, beaucoup plus lointains. Cela a probablement été un facteur essentiel de l'échec de la tentative de sécession du Biafra.

« un exemple de ce que les pays sont capables de faire quand il savent défendre leurs propres intérêts... »

2- Retour sur l'histoire des essais nucléaires dans le Sahara

« Des oppositions efficaces par la voie de diplomatie ont aussi existé: Le Général De GAULLE avait lancé les essais nucléaires dans le Sahara et les vents pouvaient être négatifs pour l'ensemble de la région... »

Un petit groupe est allé au Nigeria et a demandé au Président d'écrire au Général De Gaulle de cesser les essais nucléaires. On l'a pris par les sentiments, on a fait allusion au passé douloureux de nos populations et il a finalement répondu positivement. »

« On peut réussir si on se prend au sérieux. »

3- Retour sur les erreurs du commencement de la CEDEAO.

« Un survivant du groupe qui après la guerre a eu le courage de proposer la CEDEAO, raconte: « Il y a eu des erreurs au commencement, des erreurs dont nous subissons les conséquences encore aujourd'hui »

Suite à un procès organisé au Nigéria certains de ce groupe ont fui le Nigéria vers le Ghana en passant par Porto- Novo (Bénin). On les a aidé à se réfugier auprès de **NKRUMAH** et c'est leur promotion au Ghana qui a créé la CEDEAO.

C'est grâce à cela qu'on est arrivé à terminer la Guerre du Biafra. **Revenus au Ghana, Ils ont fondé la libre circulation des biens et des personnes!** Malheureusement où en sommes-nous aujourd'hui, tant d'années après...

En fait à l'époque, **les jeunes étaient bourrés de connaissances fraîches, mais n'étaient pas préparés pour les tâches à accomplir. Ils voulaient simplement en jouir.**

(Belles voitures, simples dactylographes embauchées comme secrétaire qui ne savaient même pas répondre au téléphone etc) Les premiers fonctionnaires n'avaient aucune idée de ce que voulait dire « économiser », une vraie gabegie !

Le mal au départ résidait dans l'incompétence. L'esprit n'était pas au travail bien fait... Il faut savoir reconnaître les erreurs du passé -qui sont nombreuses -, en tirer les leçons (comme par exemple aujourd'hui sur le niveau de « technicité » requis pour maîtriser la complexité de certains sujets, **comme la monnaie-en référence à la dévaluation immédiate** le lendemain de l'instauration à l'époque de **la monnaie guinéenne!**) et nous remettre au travail!

« On ne peut rien attendre des autres, mais si on prend les choses sérieusement, on va réussir! »

4- Un débat sur la souveraineté « bâclé au démarrage »

Selon des propos rapportés de Pedro PIRES premier Président du Cap Vert :

« Nous avons raté le départ avec cette question de l'indépendance qu'on nous proposait qui était en fait une **indépendance uniquement politique** avec une souveraineté soit disant internationale (avoir un siège aux nations Unies) alors que **la vraie souveraineté, c'est une « émancipation politique, économique, diplomatique, linguistique, culturelle et sociale etc. »**

Et plus grave: dans la soi-disant indépendance politique, la question de la **souveraineté « constitutionnelle et institutionnelle** n'était pas réglée »

Les dirigeants africains de l'époque n'étaient pas gênés pour dire qu'ils ont **appelés « leurs amis français » pour les aider à rédiger nos constitutions** et **on a pratiqué un « copier-coller » constitutionnel avec la France**, que certains considèrent aujourd'hui comme tragique:

Si les français avec la cinquième République ont critiqué le fait d'avoir créé des « **monarques républicains** », nous en Afrique, nous avons créé ...**des « super monarques », qui ne sont pas républicains en plus!**

On dit chez nous que le Président de la République est la clé de voûte des institutions « **et** » le gardien de la Constitution... Mais **comment peut-il véritablement garder quelque chose qui le garde!?** car **il a la haute main sur la justice, le Parlement, toutes les institutions.** Nous passons notre temps à copier...

L'État a été considéré **dans la charte de l'Union africaine** comme « indépendant et souverain »; Or dans une dynamique pour **unir les Etats africains**, il aurait fallu mettre: « **souverains** » et...rajouter « **interdépendants!** »

C. EVOLUTIONS DES SOUVERAINETES JUSQU'A AUJOURD'HUI

1- La souveraineté nationale est aujourd'hui en crise:

Dans les **années 60** on a pensé la souveraineté comme étant rigide, sans accepter **aucune intervention dans nos Etats**, et que nous devions penser par nous-mêmes et pour nous-mêmes! Aujourd'hui on observe qu'il y a des **fragilités structurelles qui apparaissent comme voulues** :

- sur **le plan juridique, certaines limites existent** liées à la participation à plusieurs **conventions internationales**: juridictions internationales, accords APE avec Union européenne, etc.
- sur **le plan économique, dépendance aux institutions que nous connaissons tous**, ainsi qu'aux anciennes puissances coloniales.
- sur **le plan sécuritaire, dépendance aux interventions étrangères** liées à la lutte contre le terrorisme. La sécurité du territoire génère **un interventionnisme international qui nous a conduit à l'instrumentalisation du souverainisme**.

Autant cette relativisation d'un souverainisme qui tient compte d'évolutions constructives porte **des revendications qui sont légitimes**; autant il existe aujourd'hui une **« instrumentalisation » vers des souverainismes qu'il ne faut pas hésiter à déconstruire**.

2-« Des souverainetés à déconstruire...

Récemment **proclamées** en Afrique, **ces nouvelles souverainetés issues de coups d'Etat sont fictives ou détournées**, minées par des **dépendances militaire, économique et institutionnelle**.

Ainsi la revendication de « souveraineté nationale » dans un tel contexte masque parfois une crise profonde de légitimité et d'autonomie.

On constate que cette recherche, qui apparaît comme une « **deuxième indépendance** » au profit de nouveaux bénéficiaires, est aujourd'hui comme **détournée par des régimes** qui se révèlent très autoritaires et prédateurs.

Elle s'accompagne d'**une rhétorique anti française** qui justifie certains **renversements de pouvoir** et ...le report indéfini de certaines transitions, qu'on avait au départ qualifiées de transitions démocratiques!

D. QUELS SERAIENT LES ELEMENTS CARACTERISTIQUES D'UNE SOUVERAINETE « EQUILIBREE »?

1-Une souveraineté équilibrée autour de la « légitimité démocratique »

- « **Démocratique** » mais pas nécessairement pensée comme les européens...
- En effet une question se pose en Afrique où **on connaît les chefferies traditionnelles**, les royaumes et culturellement on ne sait pas toujours **comment on change périodiquement le chef...Est-ce que notre démocratie ne devrait pas en tenir compte !?**
- Surtout **ce qui apparaît indispensable**, c'est la nécessité d'un renforcement par la **« décentralisation »** permettant de donner **davantage de pouvoir au local**.

Dans les années 90 on parlait déjà de décentralisation, **mais en réalité sans prise de pouvoir au plan local. Il faut donc trouver les voies et moyens de donner le pouvoir au plan local, d'intégrer les traditions locales!**

Ce problème se pose dans la plupart des pays africains, compte tenu de leur **dimension, de la diversité de leur composition et du principe d'intégrité des frontières** issues du découpage historique!

- Citons l'exemple du Bénin qui a adopté **en avril 2025 une loi sur les chefferies traditionnelles et les royaumes**, après modification de la constitution de 2019, en reconnaissant les « **chefs traditionnels** » ! (Idem en Côte d'Ivoire).

2- Une nécessaire « co-construction » à travers le régional

Cette « **légitimité démocratique** » aujourd'hui doit permettre d'assurer nos concitoyens et surtout de **combattre la pauvreté car la lutte contre la pauvreté reste « la mère de nos combats »**!

Pour cela il faut construire « **une souveraineté en commun** » (Pas forcément partagée mais en commun) **à travers l'intégration régionale, car les causes qui produisent la pauvreté** dans la plupart de nos Etats en Afrique subsaharienne **sont les mêmes**!

De même, la lutte contre l'insécurité implique une coopération régionale. (Il y a eu dernièrement au Bénin une attaque à nos frontières, les attaquants venaient des Etats voisins...)

On ne peut pas penser une souveraineté vraiment équilibrée **sans une intégration africaine plus effective**, mais il faut éviter de remplacer des dépendances par d'autres dépendances, et **privilégier un partenariat équilibré**:

« La Souveraineté réelle ne se partage pas; elle se co-construit », sur le plan interne, par la légitimité populaire et des institutions plus inclusives, sur le plan externe par une Afrique intégrée, d'abord au niveau régional, rendue ainsi capable de négocier d'égal à égal avec les différentes parties du monde ...

Sans cette « souveraineté réelle », l'indépendance restera un slogan !

E. RECOMMANDATIONS POUR UN CHANGEMENT POSITIF ?

1-Changer les « perceptions »: l'analyse du cas de l'Alliance des Etats du Sahel (AES).

Les causes profondes de cette évolution:

Si la définition de la vraie souveraineté, c'est satisfaire sa population, dans le cas du Mali, parlons plutôt de « repli nationaliste ». Cet exemple est instructif parce que tout est parti du Mali avec l'AES; un, puis deux, puis trois pays se sont retrouvés un peu par hasard... Ce n'était pas une construction prévue à l'avance...

L'antécédent Malien:

Beaucoup de choses malheureuses se sont passées au Mali avant 2012. Suite à la tentative de séparation de l'Azawad, Amadou TOUMANI TOURÉ, homme de paix lui-même, avait fait une paix, un peu bâclée, qui avait surtout guéri les symptômes...

Puis, une mauvaise gouvernance des problèmes du Nord a mené au **coup d'Etat du capitaine SANOGO** créant un grand désordre et les gens du Nord ont profité de cette faiblesse pour attaquer le Sud jusqu'à Mopti. C'est à ce moment que **l'Etat légitime du Mali a demandé l'intervention de la France, qui avec l'opération Serval a fait un excellent travail**, reconnu de tous.

Ensuite il y a eu l'opération Barkhane et une mésentente avec le gouvernement **parce que les gens ne se sont pas parlés!** Les maliens attendaient que la France leur ramène leur souveraineté, alors que l'opération Barkhane voulait créer une forme de stabilité, en attendant que les problèmes nord sud se règlent politiquement...

Puis arrive un concours de circonstances plutôt imprévu...

Un premier coup d'Etat suivi d'un deuxième et **d'un troisième avec Assimi GOÏTA**, puis l'intervention malheureuse de la CEDEAO en phase de passation de pouvoir et la radicalisation de cette jeune équipe. **Ils ont en fait ramassé dans la rue un pouvoir** qui avait été secoué par les **organisations de la société civile, l'Iman DICKO, etc.** et qui avait fait tache d'huile...

Caractéristiques de l'AES...

La zone Sahel a une **véritable spécificité** qui tient sans doute à **l'insécurité due au terrorisme** qui touchait les trois pays concernés qui se sont mis ensemble dans l'AES . (la preuve, la Guinée qui n'a pas la même pression sécuritaire, a vite abandonné ce **cache misère de souveraineté**, car il ne fonctionne pas chez eux.)

On a constaté **une popularité indéniable du slogan souverainiste** avec des ressorts historique anciens. Quelque chose de fort s'est passé **dans l'imaginaire des africains particulièrement, quand ces trois pays sont sortis de la CEDEAO!** Ils ont bénéficié d'une forme de **popularité (notamment au sein de la jeunesse)** assez évidente et suscité une forme d'espoir...

On ne sait pas vraiment comment interpréter cela et si c'est du domaine de l'incantation. On a beaucoup de mal localement à considérer **la différence flagrante au niveau des très mauvais résultats économiques actuels : certains étant même prêts à justifier la répression**, alors qu'on ne l'acceptait pas avec les régimes précédents!

Concernant cette réelle forme de popularité il est à noter que dès l'indépendance il y avait déjà eu ce phénomène et également au moment **des ajustements structurels**, etc. C'est donc un problème rémanent...

Il s'agit d'une réalité forte mais aussi pour beaucoup d'une question de perception. Or ce que les personnes « perçoivent » est essentiel. **Comment analyser et faire évoluer cette perception vers une souveraineté « plus raisonnable »!?**

2- 7 actions pour bâtir une souveraineté intérieure « raisonnable »

a-« Savoir reconnaître ses erreurs »

Propos d'un ancien responsable sur la période de l'indépendance::

« **Nous devons devenir raisonnable!** Quand on a accédé à l'indépendance, on **n'avait pas une pleine définition de la souveraineté**, Il faut mettre à jour nos **compréhensions** sur les termes de souveraineté et d'indépendance ».

Gardons à l'esprit, que **le monde a changé, l'Afrique a changé, les Africains ont changé**. Il faut **regarder la souveraineté sous plusieurs angles**. Si on accepte de relever les erreurs **qu'on a faites**, on peut trouver la solution pour un redressement pour repartir sur de **nouvelles bases**.

On a aussi un problème d'incohérence, on parle de développement, on veut avancer, et, **on oublie toujours la question de l'énergie !**

Sur le sujet de l'énergie on a **des approches très différentes selon les pays**: Dans les **années 60, le Ghana et le Congo s'étaient tous les deux dotés de réacteurs de recherche nucléaires**. Au Ghana ce réacteur sert encore aujourd'hui à la conservation des cultures. En revanche celui du Congo est arrêté depuis les années 60. Or on pourrait aujourd'hui trouver la souveraineté énergétique au Congo à travers ce réacteur là ... »

b- Restaurer la crédibilité de l'Etat à travers la «gouvernance »

Il faut **se poser la question** pour qui travaille le Président,...pour la population malienne véritablement, pour l'armée ? **Il faut que nous « habitions » vraiment nos institutions.**

« **Il faut s'arrêter sur « la gouvernance ».** Davantage qu'une perception c'est véritablement **la mauvaise exemplarité** de ceux qui dirigent qui **font le lit des frustrations et des renversements**. Il faut aller vers des **élites exemplaires qui littéralement se sacrifient** pour la cause collective -

« **La gouvernance » aussi à travers l'exemplarité** de ceux qui dirigent...Le plus important, c'est que ces élites aient **le respect des engagements ! C'est la première valeur à donner à la jeunesse.** Quand un chef d'Etat arrive à discuter de Constitution, il y a problème...

c- Restaurer la « crédibilité » de la parole politique.

Il faut que **la parole politique devienne davantage réalité** et à partir de ce socle les autres souverainetés, économique, énergétiques, devraient normalement suivre ?

La « CEDEAO des peuples »par exemple: C'est un slogan qu'il faut traduire dans l'action! sur le mode, « **Voilà comment on va faire... » et faire preuve de cohérence.**

Un exemple d'incohérence: le prix du billet d'avion entre Dakar et Cotonou est de l'ordre de 500 000 CFA, et on parle de « **libre circulation des biens et des personnes** »alors qu'il y a très peu de jeunes qui puissent se payer de voyage dans les autres pays!

C'est incompréhensible et les jeunes n'y croient plus ! Pour cela, pour exiger la solidarité, il faut que nos citoyens s'y retrouvent. Il y a des tiroirs remplis de projets non réalisés...**La « faisabilité »** est très importante !

Il faut que « la parole politique » devienne réalité !

d- Etablir un « leadership fort, éclairé et ...virtueux »

OBAMA disait « il faut les institutions fortes et pas des hommes forts ». Cependant,quelque soit le système, **il faut aussi que l'homme leader soit fort, si l'homme n'est pas fort, ça ne marche pas!**

Nous avons aussi **besoin d'hommes de vertu.** C'est tellement vrai et quand un jeune, cherche un modèle il n'y en a pas beaucoup aujourd'hui ! **Il faut des modèles** et quand il n'y a que sur l'enrichissement personnel, cela casse une génération! ...

Ce qui compte vraiment c'est **cet engagement personnel, patriotique, cette force !** Comme l'exemple d'AHIDJO dans le cas du Biafra qui voulait défendre l'intégralité territoriale de son voisin ...

e-« Engager la jeunesse dans la voie de la réalité, de la responsabilité et de l'espoir. »

C'est important par rapport à la reconquête de soi! La jeunesse actuelle, **bombe à retardement potentiellement, n'est pas bien formée, c'est quoi le « soi » pour elle?** : Un fourre-tout dans lequel les jeunes sont embarquables, manipulables, et à travers lequel on arrive à les emmener où on veut!?

Or aujourd'hui certains instrumentalisent notre jeunesse qui représente **1milliard** sur les **1 milliard 300 millions d'africains!** **Il faut qu'on lui parle!**

Nous avons en Afrique **40 % des ressources naturelles du Monde et la plus grande jeunesse: 1milliard de jeunes**, mais, au lieu que ce soit un atout...c'est un atout qui se transforme en problème. **On ne sait pas gérer cette jeunesse qui doit être le moteur de notre liberté et de notre indépendance !**

Le slogan simpliste de beaucoup de certains pays c'est celui du bouc émissaire: « **il faut chasser tout le monde, il faut la souveraineté !** »mais, c'est une incantation vide de

contenu concret; ceux qui le disent sont des populistes. Le populisme est en train de faire des ravages.

On dit aussi « il faut lâcher l'ancienne tutelle parce que nous avons négocié une nouvelle tutelle! » ...**Qu'a-t-on gagné lorsqu'on change de Paris à Moscou? La seule tutelle qui vaille c'est celle de l'Afrique sur l'Afrique!**

Il faut changer tout le modèle, creuser le sens des mots dans la pratique, des mots comme démocratie, élection, etc. qui sont souvent des faux semblants et **re-construire la souveraineté africaine « raisonnable » et « réaliste » d'aujourd'hui...** L'Afrique doit se réunir pour unifier les mots et qu'on dise en évoquant la souveraineté la même chose au Congo et au Burkina!

f- « Faire en sorte que les jeunes soient « protagonistes » d'une « vision juste et actuelle » de la souveraineté.

-Actuellement notre souveraineté proclamée est agressive et défensive, en fait vidée de sens car elle ne pose pas la réelle question: « Comment peut-on être souverain économiquement demain et après-demain ... »

Cette souveraineté agressive-défensive mérite d'être déconstruite. Pour cela il vaut peut-être mieux dans certains pays miser sur le temps et pas sur une intervention extérieure mais le travail on doit le faire nous-mêmes.

Faisons bon ménage au plan régional; trouvons les mécanismes qu'il faut pour que les peuples ne souffrent pas, parce que ce sont les politiques qui créent ces problèmes. Travailloons ensemble !

Le principe de souveraineté sous tous les plans, économique, politique, etc. ne pose pas de réel problème, mais c'est plutôt concrètement :

–comment établir les « pactes de stabilité » indispensables à l'essor économique et à l'intégration régionale ?

–aller à de « véritables démocraties » avec la liberté d'opinion, le renforcement des contre-pouvoirs, les questions de transparence et de redevabilité réelle du gouvernement et surtout « Comment renforcer l'efficacité de l'Etat en Afrique »(voir recommandations sur www.initiative-afrigue.org)

– établir de véritables « pactes avec la jeunesse », le mot pacte est important car il induit la notion de concertation, de réalisme et de suivi. Surtout faire des jeunes véritablement les protagonistes de cette souveraineté, des participants, capables de résister aux manipulations.(cf « Jeunesse africaines, « bombe à retardement » ou opportunité historique? » recommandations sur www.initiative-afrigue.org)

g-Une souveraineté intérieure « en coopération » avec les autres pays africains.

Aujourd'hui la tentation existe de vouloir abandonner les états de l'AES à leur sort, « puisque vous voulez faire à votre manière etc.» mais selon un avis majoritaire **il faudrait en vertu de ce principe plutôt les accompagner...**

Au sein de l'Union Africaine il y a aussi ce besoin de redéfinir la terminologie. Quand on parle de souveraineté et qu'on revisite tous ces mots qui ont bercé notre jeunesse (indépendance etc.): **il faut accoler le mot de solidarité!**

On ne peut plus, comme dans le cas de l'AES s'arque-bouter sur sa souveraineté nationale, sans y accoler cette notion de « solidarité avec les autre pays »; (Exemple d 'AHIDJO cité plus haut, dans sa solidarité avec un autre pays africain ...) Solidarité et coopération, il faut accoler ces mots.

Personne dans la sous-région n'est dans une souveraineté absolue, on ne peut pas s'isoler comme étant la norme absolue. On le voit bien aucun pays ne l'est. Il y a bien sûr

nécessité de pouvoir décider pour son peuple de son destin mais **il faut faire comprendre que l'intérêt de ce peuple, sera mieux défendu « en coopération » et en « solidarité » avec les autres pays africains.**

Il faut insister là-dessus car on a eu tendance à ériger la souveraineté nationale comme un dogme absolu qui n'existe pas **car nous sommes interdépendants**. Il faut rappeler à tous ceux qui brandissent des étendards **qu'il y a des choses supérieures à la souveraineté**, c'est justement... **la solidarité**.

La solidarité type AES n'est pas une souveraineté équilibrée mais une **souveraineté « étroite », un repli nationaliste, plutôt conçu dans le but intéressé de garder le pouvoir.**

Session 2 : LES CONDITIONS DE CONQUÊTE DE LA « SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE »

« **L'économie et la mère de toutes nos batailles** ». Les temps ont changé avec la disparition de l'État providence et l'explosion démographique. La souveraineté économique est devenue une urgence stratégique. **La conférence** s'est attachée à **analyser cette transformation, devenue impérative**, à définir la manière de **remédier aux principales insuffisances actuelles** et à formuler **des recommandations pour que l'Afrique devienne une puissance économique** à la hauteur de son importante population.

A. LES CONSEQUENCES DE LA FIN DE L'ETAT PROVIDENCE

1 - La souveraineté économique devient une urgence stratégique pour le continent.

L'État Providence, celui qui donnait des emplois, marchait à la subvention, importait des produits avec la dette publique, **ne fonctionne plus**. Devenir une puissance économique est **devenu aujourd'hui une question stratégique**.

Ce sujet longtemps cantonné aux discours revient porté par **une dynamique profonde**, suscitée par plusieurs facteurs: **la résurgence du panafricanisme, l'émergence des réseaux sociaux, une jeunesse nombreuse qui fait irruption dans les débats publics et l'aspiration collective des populations à l'autodétermination de l'Afrique...**

Ces **questions légitimes** se posent face à **cette urgence vitale** pour le continent et **ne pas l'entendre serait faire le lit de mouvements radicalisés**

En général **sur le sujet, on évoque plusieurs aspects** comme, la question des ressources naturelles, de la dette, la question du néo colonialisme ou de l'impérialisme et en zone/espace francophone, le sort du Franc CFA; **ce qui est cependant réducteur, car c'est traiter les symptômes** et négliger ce qui est.

Cela nous met en tant qu'Africains dans une posture victimale, qui justement nous maintient davantage dans des liens de dépendance, ne nous laissant comme marge de manœuvre que la plainte et la revendication.

Il faut sortir de cette posture, et comprendre que la souveraineté économique c'est avant tout la maîtrise des chaînes de valeur, c'est-à-dire la maîtrise des différentes étapes de transformation, la capacité non seulement d'extraire, mais de transformer et de commercialiser, à ses propres conditions !

2 - Co-construire une souveraineté avec le Secteur Privé.

Réduire aujourd'hui la souveraineté à la Sécurité, à des Institutions, à des positions pour ou contre la Constitution, quelque soit la bonne volonté... le peuple ne suivra pas longtemps!

Surtout, ces Jeunes qui sont beaucoup plus nombreux que les Ainés et n'ont pas été formés aux mêmes écoles, avec les mêmes titres, aux mêmes souverainetés, **ils veulent un emploi, manger, ils veulent leur rêve africain et le reste suivra...**

Ce n'est que « quand ils auront quelque chose à perdre » qu'ils feront en sorte que la sécurité suive et que les différents pays restent stables !

La question est: a-t-on assez de volonté politique et de courage pour changer de modèle, pour créer véritablement nos économies et pour les financer !?

Le chômage des jeunes doit être pris en compte aujourd’hui comme un « défi de Sécurité Nationale »! Il n’y aura plus de souveraineté et de sécurité sans emplois et il n’y aura pas d’emplois s’il n’y a pas d’entreprises, de PME, d’industrialisation, de substitution à l’importation...

La Souveraineté passe donc d’abord par une « souveraineté alimentaire, numérique, de création d’emplois » et donc un secteur privé performant... On construit une économie et on donne au secteur privé les moyens de son combat!

3 - Nos entreprises ne sont pas compétitives.

La question de la compétitivité de nos entreprises se pose sérieusement.

On voit l’importance de l’enjeu quand on sait qu’on importe 80 % des produits de consommation! Le problème c’est qu’il faut qu’on crée des millions d’emplois. Tous les pays du monde sont passés par une phase industrielle pour créer des emplois.

On a raté la formation de 80% ou 90 % de la jeunesse actuelle qui, soit n’a pas de formation, soit en a une qui n’est pas adaptée au marché...

D’autre part on ne veut pas investir suffisamment pour baisser le coût de l’électricité qui est prohibitif (on est entre 0,45 et 0,70 € le kWh en Afrique, contre 0,10 à 0,20 € dans les pays européens) et à cela s’ajoutent les problèmes de logistique, d’infrastructures, de technologies, de main-d’œuvre qualifiée, de supply chain et de financement à long terme...

Certains Etats (dont le Bénin) répondent actuellement avec succès au moins partiellement par une **politique de Zone franche d’exportation** mais généralement les entreprises concernées ne veulent pas produire pour la **consommation locale**, car elle est surtaxée.

4 - L’Etat « orchestrateur » dans la recherche de compétitivité.

L’Etat doit être orchestrateur de cette recherche et donner les moyens au secteur privé d’être fort !

Il faut produire moins cher, être compétitif sur un marché mondialisé, à la fois moins cher localement, mais aussi à l’exportation. Il faut des zones fiscales incitatives et les infrastructures qui vont avec. **Il faut se donner les moyens d’arriver à cela et le secteur privé local viendra lui-même investir!**

Bloquer les importantes sorties actuelles de capitaux des Africains n’est pas la bonne solution, **mais, quand les épargnants africains trouveront des entreprises fortes, créatrices d’emploi, de valeur, de produits manufacturés compétitifs, ils investiront dans leur propre économie** et le reste suivra !

La taille des marchés nationaux est petite, mais au niveau de la **ZLECAF** on parle de + de 2500 milliards de dollars en terme actuel de consommation et **aujourd’hui nos entreprises ne captent pas plus de 15 % de ce chiffres d’affaires!**

5 - Le passage inévitable par une période de protectionnisme intelligent

Attention, dans les conditions actuelles, la ZLECAF risque d'être seulement un marché de consommation, une autoroute pour l'importation!

Cette situation perdurera **tant qu'il n'y aura pas de volonté claire** de nos Etats pour que nos entreprises puissent capter une part de ce marché de la production et **la mise en œuvre se fera progressivement.**

Un **protectionnisme « intelligent » sera donc indispensable** pour protéger pendant un temps ces entreprises naissantes et **l'Etat aura un rôle important à jouer dans cette recherche constante de compétitivité** (voir recommandations conférence GIAF « **Comment renforcer l'efficacité de l'Etat en Afrique** » sur www.initiative-afrigue.org)

B. S'ATTAQUER AUX INSUFFISANCES ACTUELLES

1 - Etablir un dialogue entre public et privé

Les investisseurs et entrepreneurs n'aiment pas forcément le mot souveraineté et plutôt que d'en parler, ils considèrent qu'il **faut avant tout « s'adapter », aller vers l'universel, regarder comment font les autres**, que malheureusement leur pays n'intéresse pas les majors et que **le secteur privé et le secteur public ne se parlent pas** (grande différence avec certains pays, comme le Maroc par exemple)

2 - Régler le problème du coût de l'énergie

Sans un accès à l'énergie viable pas de chaînes de valeur!

- Un historique décevant:

-Les plans existent depuis la création de l'Union africaine ! Le Ghana a fait **le barrage d'AKOSSOMBO** et il y avait deux gros projets en Afrique Centrale, **le barrage d' INGA et BUJAGALI**. Cependant malgré plusieurs réunions de l'Union africaine à Addis Abeba **rien n'a abouti...**

Puis l'énergie est revenue à la mode: tout le monde est venu avec un programme d'énergie, y compris OBAMA. « Il faut électrifier l'Afrique! » disaient également les Français ! On a parlé et re-parlé d' INGA 3 dans de grandes réunions et ...nous en sommes toujours là! **il n'y a toujours pas d'énergie alors que ces projets pourraient changer la vie de millions de personnes en Afrique...**

Le projet souverain sur le Nil, aucune banque n'a voulu le financer! Finalement l'Éthiopie a décidé unilatéralement de le faire.

- Selon le Président OUATTARA 80 % de la population a désormais accès à l'électricité, mais quand on traverse la Côte d'Ivoire du Sud au Nord, il y a des fils électriques partout et **pourtant la plupart des villages n'ont pas accès au courant électrique ...Or, il y a tout en Afrique pour produire de l'électricité:**

- « Multi-énergie », voilà le concept pour l'Afrique, comprenant:

- Le pétrole et le solaire, mais l'Afrique est aussi une grande puissance gazière. La liquéfaction du gaz est possible désormais et on peut considérablement accélérer l'accès aux 600 millions d'africains qui n'y ont pas droit aujourd'hui!

Par rapport à l'écologie, le gaz n'est pas totalement propre, mais pour l'Afrique cela suffit pour son développement actuel et **il en va de sa survie ! Le gaz est une solution de transition**, pour quelques dizaines d'années.

Le dossier est plaidable: plusieurs chefs d'État demandent de produire davantage et l'Allemagne a bien relancé le charbon ! L'Afrique émet moins de 9 % des émissions à effet de serre et surtout elle compense avec la forêt africaine!

- La révolution des petites centrales nucléaires modulaires:

Le moins polluant c'est le nucléaire. Il pallie le problème de l'intermittence du solaire et offre l'avantage de l'énergie propre avec une technologie qui a beaucoup évolué:

Aujourd'hui, on fabrique des **micros centrales dans des containers de 40 pieds** et les modules peuvent être recyclés dans un autre module. Le Forum est partout et le nucléaire s'inscrit parfaitement dans le mix énergétique notamment avec **le Micro-Nucléaire**.

- Une formation régionale

Il faut aller vers **des centrales modulaires, établir des comparatifs de coûts, former à l'énergie et tout ce qui va avec, des ingénieurs, des techniciens, des soudeurs...** Au Ghana, il y a une école qui forme en sciences et en technique nucléaires.

On peut concevoir des **rapprochement Nord-Sud pour des alliances, mais il faut établir une formation régionale africaine et des partenariats avec tous les pays qui sont d'accord,**

- La solution des Groupes électrogènes géants

Un **Groupe électrogène peut desservir une ville** comme Ouagadougou. La Malaisie avait acheté des groupes électrogènes géants. Ceci a révolutionné dans le pays la conservation des aliments et ...« l'éducation »!

3 - Des « agendas monétaires » incertains et incompatibles ?

Il y a **trois agendas monétaires** en ce moment en Afrique de l'Ouest. **Sont-ils compatibles ?**

- CEDEAO: L'Eco à venir déjà très affaibli:

- Les Etats anglophones ne respectent pas les critères d'inflation (certains ont des taux à deux chiffres)

- On est confronté à **un affaiblissement politique de la CEDEAO**.

- Le **contenu paradigmatic de la Banque Centrale est flou**. Quelles vont être les parts de la Banque centrale relatives aux différents pays ? Aujourd'hui tous les pays ont la même part, la Guinée Bissau comme la Côte d'Ivoire ...

- Le paradigme Eco reste encore à finaliser entre la « **monnaie commune** » ou « **la monnaie unique** ».

L' Agenda monétaire est donc en difficulté: reports successifs de la création depuis ...1983 ! La dernière date avancée est 2027, mais la crédibilité est réduite.

- UEMOA: 4 éléments affaiblissent l'agenda monétaire de l'UEMOA:

a) La dette a explosé

Elle a doublé sur les 10 dernières années. Le rapport Dette/PIB était en 2015 de 32 %. Aujourd'hui il est passé à 60 % avec des écarts importants entre les pays :

-Au Sénégal, la dette sur PIB dépasse 100 % avec un déficit budgétaire qui dépasse 11 % du PIB (la norme communautaire est de 3 %). En terme de remboursements dette+intérêts, on est à 52 % du budget. Cela signifie que quand on vote les budgets on sait que 50 % ira au remboursement de la dette! (Au Togo, c'est 74 %)

Nos pays s'en sortent aujourd'hui parce qu'ils pratiquent le « roulement de la dette ». Ils ne remboursent pas le principal, mais uniquement les intérêts...mais tout cela augmente le stock de la dette !

On ne peut pas avoir une monnaie CFA rattachée à l'Euro avec une mauvaise gestion budgétaire de la dette, parce que le déficit budgétaire engendre un déficit du solde courant de la balance des paiements (déficit jumeau) qui entraîne la sortie des devises et donc l'impossibilité de soutenir à terme le taux de change.

Actuellement, même pour ceux qui voudraient garder le franc CFA, on fait tout pour le perdre car on ne gère pas bien le déficit budgétaire!

b)-L' indépendance de la Banque Centrale est mise à mal par les sanctions

Les sanctions infligées au Mali puis au Niger ont violé le principe de l'indépendance de la Banque Centrale (Article 4: la BCEAO ne peut recevoir ni donner d'ordre de quelle autorité que ce soit!....)

c)-La garantie française est en question:

La France a rétrocédé ses réserves à la BCEAO et on garde la France comme garantie de la parité du CFA par rapport à l'Euro... alors que la contrepartie de cette garantie, c'était les 50 % des réserves auprès du Trésor français? Comment la France continue-t-elle à être un assureur, alors qu'on ne paye plus de prime d'assurance !?

d)-La monnaie de l'AES, mythe ou réalité? et impact prévisible.

Trois éléments peuvent avoir un impact prévisible non négligeable sur ce projet:

- un récit politiquement entraînant, celui du Sud global contre l'Occident. Il ne faut pas sous-estimer l'impact de ce récit et que le Sud global réussisse à soutenir une monnaie de l'AES...

- si l'AES sort de l'UEMOA, on perd la continuité territoriale. L'AES représente 79% de la superficie de l'UEMOA et 51 % de la population totale. Si les trois pays quittent : le Bénin et le Togo seraient tous seuls d'un côté, le Sénégal et la Guinée de l'autre et la Côte d'Ivoire de son côté...

Tout le principe de liberté de circulation de personnes et des biens deviendrait théorique...

- il y a aussi un effet de propagation possible sur le Sénégal et un risque de désagrégation monétaire sur l'ensemble de nos pays CFA parce que la jeunesse pourrait demander, pourquoi vous restez dans le CFA !?

Conclusions :

On a une surévaluation chronique du CFA qui favorise l'importation au détriment de l'exportation et une Banque centrale, lourde de déficit, ce qui n'est pas tenable dans le long terme.

Comment passer à l'action ? Dans l'intérêt général, ce sujet monétaire devra être abordé de la manière la plus pratique et la moins doctrinaire possible. **Entre « confiance et souveraineté »** (Philippe HUGON) **la monnaie est à la croisée des priorités, et doit être étudiée en cohérence avec celles-ci.**

C. AUTRES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS MAJEURES

1 - Un potentiel considérable de valorisation existe à travers la création de chaînes de valeurs qui cependant soulèvent certaines questions:

- **un exemple parmi d'autres:** au Tchad on est fiers d'avoir le plus grand nombre de têtes de bétail, **130 millions de têtes de bétail pour 17 millions d'habitants!** Cependant **l'éleveur est pauvre et le chômage touche toute la jeunesse...**

Une grande partie est aujourd'hui **exportée « sur pied » au Nigeria:** la peau de la vache tchadienne est vendue 10 000 CFA sur le marché de N'Djamena, car les tanneries sont au Nigeria et pas au Tchad. Le prix final en Italie des chaussures peut atteindre 150 000 CFA la paire. **Une peau de leur vache exportée 10 000 CFA peut générer au final jusqu'à 1,5 millions de francs CFA**

Nos pays ont clairement intérêt à faire un effort de création de chaîne de valeur, de résoudre des problèmes d'énergie, etc.

- Il ya aussi **des points à éclaircir comme par exemple, le « potentiel des terres arables »:** Alors que l'Afrique a 60 % des terres arables du monde, mais la FAO, nous parle de 60 millions d'hectares de terre non exploités et d'autres parlent de 100 ou 200 ! **Quelle est la réalité ?** C'est important compte tenu de notre démographie... A-t-on effectivement assez de terres arables ?

2 - Beaucoup de textes sont archaïques, il faut innover

A l'indépendance nous avons tout pris de l'ancien colonisateur et le poids du post-colonial est encore là ! Il convient de mieux nous organiser pour « **dépoussiérer** »certains textes, **être agile, sortir de la verticalité des 50 dernières années** et faire des **innovations** comme par exemple au niveau des normes qui ne tiennent pas compte de nos contraintes:

De ce fait aujourd'hui une entreprise d'un pays africain quelconque **peut se voir refuser par une sorte d'injustice invisible**, une autorisation d'implantation dans un autre pays africain! Il faut **construire des normes techniques et environnementales sur lesquelles on puisse tous se retrouver.**

3 - «7 conditions » pour développer réellement l'économie,

1ère- Mettre les ressources humaines au centre de tout

Le besoin d'«**homme fort** » pour **changer les règles et supprimer les mauvaises habitudes** va s'accentuer... Mais c'est toute la population qu'il faut mettre en ordre de marche.

Les « **ressources humaines** » doivent être au centre de tout, aussi bien au plan National que Régional. Au niveau du « Système éducatif » notamment il faut se poser la question de savoir comment on nourrit 1 milliard de cerveaux de jeunes !?

Réfléchir à des adaptations: au Bénin par exemple, l'éducation a toujours été importante mais on a essentiellement formé **dans l'éducation générale...Il n'y a pas assez de gens formés dans les métiers comme l'électricité, le financier, etc.** (à noter que le Gouvernement actuel travaille à réduire cet écart en misant sur la formation technique et professionnelle.)

Il faut régler ce problème de formation aux métiers exigée par l'économie, par les entreprises. Innover et s'inspirer des meilleurs exemples de réussites pragmatiques dans ce domaine (développer des partenariats avec des pays ayant des réussites industrielles sur des modèles réputés d'apprentissage comme la Suisse par exemple ...)
Voir comment on attire les jeunes vers ces métiers...avec des bourses?

- Un des grands moteurs de croissance, c'est l'innovation venue de la base. **On ne cherche pas assez à susciter l'innovation.** Par ailleurs, il faut pousser la **digitalisation**.

L'Afrique, est actuellement un continent très jeune et beaucoup de PME assurent la formation des jeunes

- **L'IA sera soit chinoise, soit occidentale. Elle ne réfléchit pas à l'Africaine...**Pour avoir une IA africaine (souveraineté !) il faut se grouper pour former les hommes, dans des institutions gourmandes en financements, en ressources humaines et énergétiques. Cela ne peut s'envisager nationalement, mais via des partenariats larges. Un programme de coordination est indispensable, incluant des formations à l'étranger.

2ème- «Protéger » nos économies dans l'enfance et nos acteurs économiques.

Une certaine **dose de protectionnisme intelligent est nécessaire** car « la souveraineté économique s'acquiert progressivement... »

3ème- Mettre davantage dans la souveraineté économique « collective »

Seuls on ne peut pas réussir. Il faut aller ensemble vers la souveraineté collective, il faut attacher cela à nos institutions régionales, dont c'est la vocation principale.

Mettons-nous ensemble pour dégager une vision commune et on peut créer des aides adaptées à tous les pays. C'est le même impératif que celui de réfléchir ensemble à **la sécurité, car c'est la misère qui engendre les frustrations et la violence.**

La **comparaison historique** avec des unions ou des fédérations, comme celles du Sénégal avec la Gambie ou le Mali, qui n'ont jamais marché, vient sans doute du fait qu'elles étaient trop exclusivement politiques...**C'est la vision économique qu'il faut prioriser et l'approche conjointe avec les secteurs privés.**

Il existe des productions stratégiques régionales évidentes : coton, cacao, pétrole, gaz...(Par exemple au Bénin, le coton provient de plusieurs pays.) Qui empêche de se mettre ensemble ? **Il faut faire des partenariats entre États et leurs secteurs privés?**

4ème- «Elargir les partenariats »: Ces domaines intéressent aussi le Nord!

Voyons ce qu'on peut faire ensemble ! « **Ouvrir** » plutôt que faire du chacun pour soi dans son couloir. Établir des partenariats en examinant ce que chaque partenaire ou groupe de partenaires peut offrir **sans a priori et sans complexes**,

Bien sûr avec le **Sud Global** qui est déjà très présent aujourd'hui, mais sans oublier **les pays de l'Europe Méditerranéenne** (Espagne, Portugal, France, Italie, Grèce ...) qui sont les voisins les plus directs.

Il y a le Sud Global et aussi le « Sud Proche» à inclure selon la même logique du « win-win », renforcée par l'objectif partagé de mieux réguler l'émigration au bénéfice à court moyen et long terme « des deux continents voisins ».

5ème «Faire de l'informel une force! »

En matière d'emploi, l'informel licite est une réalité qui s'impose en Afrique, puisqu'il représente en moyenne plus de 80% de l'activité économique dans quasiment tous les pays du continent.

Compte tenu du caractère fragile qu'il induit et on ne peut décentement pas le proposer en l'état aux jeunes qui se présentent sur le marché de l'emploi. Il correspond pourtant à une réalité qu'on ne peut ignorer compte tenu de l'équation démographique qui s'annonce..

Or, il est possible de transformer cette réalité jugée aujourd'hui comme une faiblesse en force pour demain, des expériences réussies menées à grande échelle l'ont montré. En armant l'activité informelle avec des outils ciblés (bancarisation, formation reconnue, inscription à la chambre des métiers, couverture sociale, reconnaissance de l'activité...), on arrive rapidement à une activité viable, valorisée pour le pratiquant, reconnue par l'Etat et permettant de faire vivre dignement une famille.

Tout est affaire de volonté, de coordination d'acteurs et de moyens qui existent déjà sur place mais qu'il faut mettre en synergie. Une telle expérience réussie est facteur de paix sociale permettant de légaliser des centaines de milliers d'emplois.

Les pays d'Afrique ne peuvent pas aujourd'hui ignorer l'informel et les possibilités de sa transformation en force sociétale.

(Pour plus de détails et d'illustrations concrètes sur ce modèle: cf partie notes/documents sur www.initiative-afrigue.org)

6ème- Financer à hauteur des besoins

- D'abord les infrastructures, un préalable absolu à tout développement, à combiner avec la notion d'investissements « structurants », susceptibles de créer des synergies et d'entrainer l'ensemble du secteur privé local, formel et informel. Cela pour une « densification » impérative de l'économie.

- Financer le secteur privé national pour développer des champions nationaux et régionaux ! La Banque centrale doit trouver d'autres moyens de financement ! Problème clé, sur lequel il faut sortir de l'incantation!

- Aller vers des joint-venture pour mobiliser l'argent?

Il y a un problème de fiabilité de données or la confiance est à la base de tout financement. Pourtant il n'y a jamais eu autant d'argent. Il est important de clarifier les réponses à la question: où vont les ressources africaines ? On estime que chaque année, 50 milliards de dollars, sont exportés de manière illicite. Certains savent comment l'argent sort avec les déviations de la corruption... En fait c'est une question de gouvernance.

7ème- Le plus important pour atteindre l'objectif reste «la gouvernance économique »

Il faut une Vision claire, partagée, qui assure la « cohérence » et la stabilité des politiques (la Chine a la même depuis Xiao Ping!)

«Sortir de la faiblesse de nos réflexions stratégiques. » On a du mal à faire des plans à cinq ans qui ne peuvent se faire simplement au niveau d'un Etat. La réflexion ne peut pas être que géographique, son « intégration » doit être verticale et horizontale (avec le secteur privé)

et combinée aussi avec la recherche.

Il faut un leadership transactionnel partagé par toute la chaîne de management, pas seulement le chef d'État. **Tous nos décideurs ne sont pas des économistes. Il faut leur rejoindre des économistes ou des gens du privé dans les postes de décision.**

On ne pourra pas avancer sans « **un projet africain** » qui permette de définir **les vraies priorités** (quand on pense que dans tous les fameux « plans d'ajustement structurels », il n'y avait rien sur l'énergie...)

Nous avons tout ce qu'il faut pour cela aujourd'hui. Il faut **se mettre en ordre de bataille** et affronter le marché mondialisé.

Session 3 : LA « SOUVERAINETÉ SÉCURITAIRE » FACE AUX MENACES ET AUX DÉFIS TRANSVERSAUX

La Sécurité est à la base de tout, en tout cas de toute économie « formelle ». L'insécurité est en fait le principal ennemi actuel de l'Afrique dans sa bataille pour sa « souveraineté économique ». La situation de ces dernières années a marqué un recul certain et gravissime dans ce domaine avec des responsabilités partagées entre Occidentaux et Africains.

C'est ce que la conférence a fait ressortir à partir d'analyses historiques sans concession mais avec des recommandations précises et fortes, principalement pour les Africains, mais en connexion avec la communauté internationale.

A. A L'ORIGINE DE LA GRAVE SITUATION SECURITAIRE ACTUELLE AU SAHEL, DES RESPONSABILITES PARTAGEES …

Dans la situation sécuritaire extrêmement grave de la sous-région, **les pays africains ont une grande part de responsabilité mais... les Occidentaux aussi!**

HISTORIQUE DE LA DIFFICILE « CONSTRUCTION SÉCURITAIRE » AFRICAINE

Au début des années 60 il n'y avait ni de plan ni de stratégie pour renforcer la sécurité et l'unité africaine. **Les principales étapes de cette structuration ont été les suivantes:**

1-1963-création de l'OUA, première institution panafricaine réunissant 32 pays sous la présidence d'Halaï SELASSIÉ

2- 1973-l'Afrique du Sud déclare qu'elle a la bombe atomique! Cheikh ANTA DIOP lance un appel: « L'Afrique sera inévitablement confrontée à un problème de sécurité car nous sommes trop riches pour ne pas être convoités! Il nous faut une armée africaine, une sécurité. »

3-1980-Le Togolais Edem KODJO, réunit les meilleures têtes africaines du moment. Grand panafricaniste, secrétaire général de l'OUA, il déclare: « Le jour où on prendra notre destinée en main, l'Afrique brillera... » et pousse le « **Plan pour le développement de l'Afrique.** »

Mais les puissances occidentales interviennent pour dire qu'il faut surtout se concentrer sur des **problèmes de gouvernance (qui étaient réels)** et imposent la « **politique d'ajustements structurels** », qui a eu de graves conséquences, notamment sur la réduction des budgets de l'Education.

4- certains plans sont par ailleurs systématiquement bloqués comme en Côte d'Ivoire sur le coton, où les Américains demandent d'arrêter les subventions aux agriculteurs ivoiriens alors qu'eux-mêmes subventionnent à hauteur de 1 milliard de dollars par jour leurs agriculteurs!

C'est un coup d'arrêt brutal à ce qui devait conduire à un « début de transformation industrielle locale. »

5- Les étapes de structuration de l'Unité africaine se poursuivent cependant:

- **1994-Traité d'Abuja, créant notamment l'unification du droit (OHADA)**
- **2001-lancement du NEPAD**– issu de la fusion des plans « Omega » (**WADE**) et « Millenium Afrique » (**BOUTEFLIKA, OBASANJO, MBEKI**).
- **2002- remplacement de l'OUA par l'Union Africaine (UA)**
- **2013-L'UA lance « l'Agenda 2063 »**
- **2014-« Plan Sénégal émergent (PSE) » qui vise 2035, et dont l'exemple sera suivi par beaucoup d'autres pays africains...**

Au final cependant on constate une instabilité dans la mise en œuvre des projets de développement, comme si de 1963 à 2013 rien ne s'était passé . Ensuite il y a bien eu accélération, mais où en sont ces plans aujourd'hui !? Il y a toujours manque de sécurité globale, d'unité, et probablement toujours besoin d'une armée africaine...

Il existe cependant **des exceptions pays comme au Benin où le PAG** (Plan d'Action du Gouvernement) est un bon exemple d'exercice de planification de la présence de l'Etat dans le cadre d'une vision affirmée, dont les réalisations font l'objet d'un véritable suivi.

Ou encore **en Mauritanie** où, à la brutalité militaire a été préféré (texte coranique à l'appui) **un patient dialogue religieux avec l'idéologie djihadiste**; ce qui a permis de **déconstruire pour beaucoup la légitimité théologique de leur combat**.

LES OCCIDENTAUX ONT LEUR PART DE RESPONSABILITÉ

Dans la destruction de la LYBIE,

Les chefs d'États africains avaient expressément dit: « Non! Il ne faut pas agir contre KADHAFI cela déstabilisera l'Afrique ». Ils n'ont pas été écoutés ! Cinq d'entre eux voulaient aller en Libye parler à KADHAFI. Ils ont été parqués en Mauritanie.

De plus **l'Afrique n'étant pas représentée au Conseil de sécurité des Nations unies** n'a pu bloquer cette résolution. Les Occidentaux pourtant bien prévenus et contre l'avis unanime des Africains, **ont détruit le pays; ce qui a effectivement déstabilisé toute la région!**

Tous les responsables de cette situation circulent aujourd'hui librement...

LES AFRICAINS ONT AUSSI LEUR PART DE RESPONSABILITÉ...

1-Dans l'échec de la mutualisation des forces africaines :

A un moment où la dégradation de la situation exigeait une action immédiate, tout le monde disait « **il faut sauver le Mali !» mais seul le Tchad a été exemplaire...**

Pendant que se tenait le 42eme sommet de la CEDEAO, **le Président Idriss DEBY a enjoint les pays africains participants à venir se battre avec lui ! En vain.**

Or c'était ça la mutualisation des forces africaines qu'on aurait attendue...Elle a été handicapée par de « faux débats sur la prétendue souveraineté de nos Etats »: **Nos soldats ne voulaient pas aller obéir à d'autres généraux** et ont refusé de mutualiser leurs forces!

Cela, alors que les djihadistes, quant à eux, mutualisent leurs forces et visent officiellement l'instauration d'un Califat Islamique au Sahel. Ils ont explicitement déclaré qu'il leur fallait une façade maritime et que le Bénin et le Togo étaient leurs cibles...

2- Le résultat aujourd'hui c'est une sorte de génocide:

Aux 40 000 morts estimés de Boko Haram, s'ajoutent plus de 25 000 morts estimés au Burkina Faso où des gendarmes continuent régulièrement d'être massacrés.

3-Avec une énorme dissymétrie de l'information:

Alors que quatre soldats américains tués au Niger provoquent vraiment toute une histoire médiatique, personne, ni en Europe, ni aucun pays africain, ne se manifeste vraiment quand il s'agit d'Africains...

4- La CEDEAO hors du jeu

Silence total des Gouvernements, il n'y a pas eu un seul sommet des chefs d'Etats et aucune nouvelle de la force en attente de la CEDEAO dont la mission officielle est pourtant de lutter contre les djihadistes et ...les coups d'Etat militaires. En outre, il n'y a pas de stratégie régionale CEDEAO contre le djihadisme et la criminalité.

On est loin de la solidarité, de la mutualisation des forces qui serait nécessaire!

B. LES CAUSES DE L'AGGRAVATION SECURITAIRE ACTUELLE

L'ABSENCE DE L'ETAT DANS L'ARRIÈRE PAYS,

C'est l'absence de l'Etat dans les besoins de base des populations de l'arrière pays qui a permis au terrorisme de s'incruster durablement! La « souveraineté sécuritaire » représente le pouvoir suprême de l'Etat sur le territoire et sur le peuple. **En fait l'Etat n'assure pas la sécurité sur tout son territoire.**

Au moment de la formation des Etats la souveraineté avait plutôt été conçue comme une souveraineté « défensive », un bouclier contre les ingérences extérieures. **Or les enjeux d'aujourd'hui exigent une « souveraineté positive » et d'agir en faveur des populations!**

LES ECHECS DE LA MUTUALISATION DES FORCES DE SÉCURITÉ

A un défi trans-national il fallait une réponse trans-nationale. On a essayé de mutualiser et le G5 Sahel a été créé pour cela le 15 janvier 2014.

Une question de souveraineté s'est encore posée, car les pays du G5 Sahel attendaient le financement de l'extérieur, qui n'est que partiellement venu, ce qui a conduit à la dissolution!

On arrive malheureusement aussi à la fin de la « force mixte multinationale » créée autour du lac Tchad par les pays concernés (Niger, Nigéria, Cameroun, Tchad) qui, après quelques succès, va probablement s'arrêter, avec le départ du Niger...Décision « très regrettable », compte tenu du caractère transversal de la menace terroriste.

LA NOUVELLE MENACE DES SOCIETES DE SÉCURITÉ MERCENAIRES

-Aux menaces du terrorisme, de la grande criminalité et des coups d'Etat sont venues s'ajouter celles qui font appel à des « acteurs non étatiques. » (Société de sécurité, Wagner, Africacorps, Sadate), où on échange la « sécurité des pouvoirs en place » contre l'ennemi...

La prétendue défense de la souveraineté nationale se traduit aussi par l'affaiblissement des ressources économiques minières et financières de l'Etat consacrées au paiement de ces milices, au détriment des populations.

L'AMBIVALENCE DES SOUVERAINETÉS PROCLAMÉES

A souligner l'aspect contradictoire de ces souverainetés « proclamées » par des pays qui n'hésitent pas à faire occasionnellement des « demandes d'ingérence », plusieurs fois manifestées, comme en 2013, lorsque le gouvernement malien a demandé l'intervention française (qui a d'ailleurs été très efficace dans cette première phase) ...

ou en RDC face aux conflits dans l'Est du pays, où la population de Kinshasa s'attaque aux ambassades étrangères, cela pour dénoncer ...leur silence; ce qui résonne bizarrement comme une demande d'ingérence, mais à l'envers ...

C. RECOMMANDATIONS POUR RENFORCER LA SECURITE INTER- AFRICAINE

1ère recom.: « S'ALIGNER » SUR LA SOUVERAINETÉ-MÈRE DES POPULATIONS

- en comblant le vide laissé par l'État dans l'arrière pays par une « décentralisation de qualité », qui responsabilise les populations à la base. L'objectif est de construire un « contrat social robuste », fondement de la souveraineté effective du peuple, qui alignerait la souveraineté prétendue des gouvernements sur la souveraineté « mère » des populations.

Aujourd'hui nous sommes souvent dans une situation où la notion de souveraineté est manifestement différente pour les gouvernements et pour les populations. Ces deux souverainetés dissociées, il faut réussir à les aligner.

2ème : METTRE « LES FEMMES » AU CŒUR DE LA PROBLEMATIQUE SÉCURITAIRE

AU PLAN INTERNATIONAL

- en 2000, la résolution 13-25 du Conseil de sécurité des Nations Unies « Femmes paix et sécurité » a été adoptée à l'unanimité. Elle vise à « accroître la participation des femmes à la prévention et la régénération des conflits, ainsi qu'à la consolidation de la paix. » La femme qui avait introduit cette résolution est récemment devenue Présidente de Namibie (Netumbo Nandi-Ndaitwah).

- en 2015 - une nouvelle résolution (20-42) du Conseil de sécurité des Nations Unies rappelle que « les femmes et les hommes » doivent jouer un rôle dans la gouvernance des frontières, la prévention de l'extrémisme violent et l'impact des changements climatiques. S'est ajoutée la résolution 22-50 qui met « l'accent sur les jeunes »

On encourage l'implication des femmes dans tous les postes de médiation. En effet elles savent toucher les jeunes. Travailler sur la Paix et la sécurité, c'est leur lot quotidien. Les mouvements radicaux sortent des frustrations et la pauvreté c'est souvent le terreau où les femmes sont impliquées comme mères, épouses et citoyennes. Elles ont des approches bien adaptées aux réalités locales et aux coopérations régionales.

- Un réseau de « femmes sentinelles » qui milite pour les droits des femmes a également été développé dans 10 pays.

AU PLAN NATIONAL

Les Femmes sont encore trop absentes et devraient être au cœur du débat car ce sont les premières à subir l'injustice ...Il est important de réfléchir à comment concrètement les impliquer, comment mieux mettre nos complémentarités ensemble !?

CONVOQUER LA RELIGION ET L'HISTOIRE?

Un exemple de communication qui pourrait jouer un rôle dans la prévention sur la liberté des femmes, est celui de Khadija, la femme du prophète Mohamed, qui était « à la fois femme et commerçante et qui voyageait beaucoup!»

-Au Bénin, on peut aussi convoquer l'histoire et réfléchir en termes de « femmes amazones » qui ont historiquement défendu une partie du territoire. Un symbole intéressant qui pourrait inspirer notre époque...

3ème : RECONNAITRE LE BESOIN DE « PARTENAIRES STRATÉGIQUES »

a)- Voir et entendre « loin et large », c'est une nécessité pour la Sécurité nationale « Le renseignement se « satellise » et la bataille se « dronise » et nous n'en avons pas les moyens! » La capacité d'anticiper est une nécessité, il faut moderniser les services de renseignements et pour cela renforcer la coopération à l'intérieur du pays, avec des structures permanentes et adopter une démarche globale dans laquelle on ne peut pas se passer de partenaires stratégiques !

b) « la confiance » est la base de tout dans le domaine du renseignement. Quand on ne se connaît pas assez et tant qu'on n'arrive pas à installer la confiance entre structures et institutions, il y a problème. Il faut une recherche acharnée de création de la confiance en temps de paix et être à l'affut de tout ce qui peut apporter des renseignements.

c)Au plan régional la capacité de décision s'effrite aujourd'hui. Il faut « effacer la méfiance » et favoriser tout ce qui valorise« l'interdépendance régionale »!

d) Par ailleurs il faut prendre conscience que les services nationaux des Etats sont vulnérables. Ils doivent être « bunkerisés »

4ème : « CO-CONSTRUIRE » LA SÉCURITÉ

-La sécurité n'est pas l'affaire uniquement des forces de sécurité... mais l'affaire de tous, et de la société civile en particulier. Les terroristes exploitent les failles de la société et les absences des Etats...

C'est ce qui s'est passé en Égypte où on avait laissé les islamistes servir dans les villages aux populations ce que l'Etat ne pouvait leur offrir, prendre la place laissée vide. Pareil avec la Turquie d'Erdogan où les islamistes avaient pris la place en matière d'éducation et de santé. Partout où on a réussi à stabiliser, c'est en « associant tout le monde! »

–Une co-construction économique et sociale par la « décentralisation » et la « promotion de la justice et de l'équité »est nécessaire, visant à réduire la pauvreté et à combattre les causes de frustration des populations ainsi que la mauvaise gouvernance des diversités.

-Il faut lutter de manière active contre les faux narratifs! Comme par exemple quand les jeunes Nigériens disent: « On ne peut pas faire confiance au Benin parce-qu'il y a des troupes françaises au Bénin!» alors qu'ils savent que c'est inexact...

D'où l'importance de structures indépendantes de la société civile (dont le GIAF est un des exemples, dont les recommandations à travers différentes conférences se sont révélées fondées cf site)

- Noter également **la protection nécessaire des infrastructures et des sites sensibles** car chaque pays est vulnérable...

5ème : ASSOCIER A LA SOUVERAINETÉ, LA NOTION DE « SOLIDARITÉ »

Il se dégage progressivement la conviction forte sur le plan institutionnel et conceptuel- en tout cas pour l'Afrique- qu'il est nécessaire d'associer la notion de Solidarité à celle de Souveraineté et cela dans toutes les institutions africaines.

Il est en effet évident que certains pays seront incapables de défendre leurs frontières. La RDC, par exemple, est trop riche pour ne pas être attaquée!

Il y a en Afrique beaucoup de pays trop riches en matières premières dans la même situation. Nombreuses sont les instances qui aujourd'hui se réunissent dans le monde pour dire qu'il leur faut sécuriser leurs approvisionnements des 10 prochaines années en métaux rares, terres rares etc notamment pour certains pays en compétition avec la Chine...

Pour cela tous les moyens sont bons. Les pires sont souvent les meilleurs...

Au regard des enjeux actuels en Afrique, il faut que « la souveraineté aille avec la solidarité » que les deux soient liées, que l'une n'aille pas sans l'autre!

6ème . RETABLIR UNE « CONFIANCE DANS L'ÉTAT »

Au plan interne, **la base de la sécurité c'est la confiance entre le citoyen et les institutions.** Dans de nombreux pays **cette confiance s'est érodée** pour une grande partie de la population:

- **Par manque d'anticipation on finit par agir toujours en urgence** et c'est souvent pour prendre de mauvaises décisions...Comme le dit l'adage « **Le poisson pourrit par la tête** »! Le pouvoir étant très centralisé, **tant que ce sera exclusivement le Président qui décide**, cet adage se vérifiera, au grand dam de la population et de la jeunesse.

- **La corruption entraîne une perte de confiance croissante entre population et État** ...Au Mali, au début des rébellions il n'y avait pas besoin de drone : agriculteurs et éleveurs étaient les drones qui prévenaient de tel ou tel événement ! Aujourd'hui on peut entendre de la part **de chefs de village** « **J'ai arrêté de prévenir...** »

- **A l'intérieur des territoires sous pression terroriste l'Etat exerce souvent davantage des services de prédatation que de prestation!** Les terroristes qui sont plus des acteurs locaux qu'internationaux ont **une connaissance des réalités supérieure à celle des Etats**, plus centrés sur les capitales.

Il faut que l'État travaille à rétablir la confiance: examine les failles de nos sociétés et « **utilise davantage l'intelligence, que la force** ». Pour cela **trois suggestions**:

-**réactiver le « concept des pays frontières »** qui consiste à **faire des frontières, des zones économiques de développement** en créant un continuum, en passant par la coopération des collectivités locales et en bâtiissant une identité transfrontalière...

-**renforcer la coopération des forces armées:** Nos armées ne sont pas vraiment des armées car les moyens ne sont pas là. Pourquoi ne pas **créer des véritables armées en regroupant les moyens de différentes armées!**? Avec une véritable volonté politique ce serait plus facile.

-**On a militarisé la police, il fallait sans doute plutôt « policiser » l'armée...**

7ème.: DEVELOPPER « LA CONFIANCE » ENTRE PAYS AFRICAINS.

-Il doit y avoir **coopération également au niveau régional** car la confiance est très importante à ce niveau... La sécurité n'a pas de frontière et elle concerne tout le monde. Pour y parvenir, il faut travailler ensemble avec une vision commune et **tirer les leçons de l'histoire**:

Exemple le Sahel avec le problème de la disparition de M. KHADAFI en 2011:
Comme l'a dit à l'époque Idriss DEBY : « Il n'y a pas eu de service après-vente ! »
Personne n'a osé contrecarrer la volonté des Occidentaux. Or Kadhafi avait beaucoup aidé l'Afrique!

Les chefs d'États africains ont leurs égos et ont eu des « comportements égoïstes » à cause des intérêts particuliers de leurs pays. Probablement aussi l'idée de faire tomber leur voisin...Or **la solidarité entre chefs d'Etats est nécessaire** car sinon ...beaucoup risquent de disparaître!

Il faut **se rappeler de 1992** où, sous l'impulsion des Etats Unis, **une décision du Conseil de sécurité des Nations unies** avait **imposé un embargo aérien à M. Kadhafi**. Certains chefs d'Etat africains (Ghana, Mali, Tchad, Guinée) n'ont pourtant pas hésité à enfreindre **l'embargo** pour venir voir Kadhafi et assister aux fêtes de la révolution!

Si les chefs d'État avait fait la même chose en 2011... Le Sahel ne serait pas dans cette situation! Tirons-en la leçon suivante:

Tout se construit à partir de la confiance à commencer par la confiance au sein de l'armée, il faut intégrer l'ensemble des communautés car l'armée nationale est souvent une composition « **Mettons-nous ensemble en développant cette confiance entre nous!** ». Il faut que les Etats établissent **une confiance interne et une confiance externe**.

8ème « REPENSER » NOS INSTITUTIONS ET « REVOIR » NOS STRATÉGIES

a) Repenser nos institutions et lever certaines ambiguïtés

-clarifier la vision sur : le choix entre inter-gouvernementalisme ou fédéralisme:
Remédier à l'absence de « mécanismes crédible de sanction » comme par exemple envers les gens qui ne suivent pas les règles, **ce qui fait partie des défis actuels de la CEDEAO**.

-rendre plus cohérent le triptyque Etat/Territoire/Société:
Aujourd'hui tout est concentré sur la capitale. Les dirigeants vivent leur histoire qui n'est pas la même que celle des populations... Les **Etats se déstructurent par le bas**, la région la plus pauvre est la plus attaquée.

-mobiliser l'histoire :
Dans l'analyse des terroristes on voit que les djihadistes utilisent les logiques pré coloniales. **Ils ont une densité historique plus importante que les autorités.** On retrouve également une **certaine continuité historique du Maghreb** (qui a heureusement tendance à décroître) pour soumettre les entités noires...**On ne peut pas avancer si on ne connaît pas l'Histoire.**

b) revoir nos stratégies face à « un nouveau carrefour de l'Histoire ».

- face à la Démographie qui a un lien avec toutes ces problématiques. C'est un paramètre important qui doit toujours être pris en compte.
- face au défi sécuritaire qui nous rattrape: certains pays n'avaient pas voulu le voir et nous sommes confrontés aujourd'hui à un problème de sécurité qui s'étend...

- face à un changement radical de la géopolitique en rapport avec l'évolution des pays frontaliers.

- Agir sur la sécurité qui regroupe « différents groupes de problèmes »:

-sécuritaires de type « idéologique », face à une combinaison de facteurs d'insécurité et de vulnérabilité économique une réponse purement sécuritaire va exacerber la situation. **il faut une « combinaison » de réponse sécuritaire et de réponse civile.**

-à côté des problèmes sécuritaires de type « classiques » (criminalité, drogue, etc) **il y a un point moins débattu, celui de l'« Economie de la terreur »** basé aussi sur des mécanismes financiers, commerciaux, logistiques...**Il faut être particulièrement vigilants** sur cette économie de la terreur qui elle aussi s'étend!

Il faut « une veille » sur cette tendance souvent très discrète et pour casser cette économie, agir notamment **contre le blanchiment d'argent** (qu'on confond parfois avec la contrebande) et « **couper la queue du lion alors qu'il est jeune** »!

- Etablir une politique de gestion des frontières :

L'économie est à 70 % informelle, la démographie est tellement forte que l'État ayant des ressources limitées, son influence se dilue au fur et à mesure où on s'éloigne du centre, **La plus grande partie du territoire lui échappe** et dans beaucoup de zones enclavées, il est absent. Tout cela représente un terreau fertile à l'insécurité.

Une politique de gestion des frontières notamment, doit être menée **avec des réponses concrètes** à travers certains services clés : **les commissariats, les écoles, l'infrastructure marchande, la santé,...**Et ceci doit se faire de part et d'autre des frontières.

c) S'inspirer des quelques exemples de réussites, comme par exemple :

- En Mauritanie: l'importance du dialogue religieux. A la brutalité militaire a été préféré, **texte coranique à l'appui, un patient dialogue religieux avec l'idéologie djihadiste** qui a permis de déconstruire la légitimité théologique de leur combat.

- Au Bénin: le **PAG** (Programme d'Actions du Gouvernement) est un bon exemple d'exercice de planification de la présence de l'Etat dans le cadre d'une vision affirmée.

9ème : ABORDER CES RÉFORMES AVEC « RÉALISME »

Certaines précisions et mises en garde sont nécessaires pour **aborder avec « réalisme » la mise en œuvre de ces nouvelles stratégies:**

a) **Il y a beaucoup de conflits armés autres** que le terrorisme et les Djihadistes et cela parmi les pays les plus peuplés du continent (**RDC, Ethiopie ...**).Il convient cependant d'avoir toujours en tête cette recherche de paix et de sécurité, **sinon le mal se répand comme un cancer et si on ne traite pas rapidement ces zones, il s'étend...**

b) **L'Union africaine est une « construction ».** Il faut être réaliste sur les combats qu'on peut mener...Il n'y a pas de forme de fédéralisme envisageable à court terme. **Le temps est la ressource la plus précieuse. Il faut être « stratégique ».**

c) **Des divergences existent sur le choix des partenaires extérieurs.** Attention, il y a des **implications** dans les choix d'alliances stratégiques entre Etats. **Ils peuvent « exporter » leur propres conflits et nous exposer à « importer » des difficultés!** Il faut pouvoir discuter au

plus haut niveau des implications éventuelles de ces alliances ! Mais a-t-on aujourd'hui véritablement une discussion à ce plus haut niveau !?

d) On parle de façon assez « aérienne » de mutualiser et même de regrouper les forces armées. Mais la plupart des armées des pays, en dehors de certaines, sont-elles vraiment honorables, respectables!? Sont-elles véritablement des outils de souveraineté !? Ou le contraire ...

e) Quel véritable « facteur d'unité »serait susceptible de rassembler les pays africains? « Le changement climatique » notamment, pourrait en être!? On devrait se pencher de façon approfondie sur ce qu'il va impliquer compte tenu de la perte terrifiante d'emplois qu'on peut présager et qui va bien au-delà des controverses sur les régimes politiques...Construire cette unité en se rassemblant sur ce sujet du « changement climatique »aurait un sens!

10ème: PRENDRE EN COMPTE « LE PROBLEME PEULH »

–Le problème communautaire peulh, parce qu'il est transversal, n'est pas assez pris en compte par les Etats. Ce problème est plus profond que ce que nous voyons...et c'est inquiétant pour l'avenir. Il y a une frustration qui ne dit pas son nom, qu'il faut prendre en compte.

Les terroristes connaissent tout sur nos populations. Beaucoup de Peulhs sont révoltés, et c'est ça que les terroristes exploitent ! Les frustrations des communautés sont démultipliées aujourd'hui. **Ce qui est inquiétant, c'est ce qu'on va vivre dans les années à venir!** On aura peut-être fini avec les terroristes, mais pas avec ce problème de frustration, des uns et des autres...**Il faut prendre cela en compte.**

D. RECOMMANDATIONS POUR RENFORCER LA CONNEXION AVEC LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

1- MIEUX SE CONNECTER A LA « SÉCURITÉ » INTERNATIONALE

Il est difficile de parler de souveraineté et surtout de sécurité, **sans se connecter à la sécurité internationale** telle que nous la connaissons !

a)- Rappel d'une occasion historique manquée par l'Afrique :

A la fin de l'apartheid en Afrique du Sud suite au démantèlement (volontaire) de l'appareil nucléaire par le gouvernement sud africain, il était question de faire **rentrer un membre africain permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies...**

Malheureusement un ambassadeur n'ayant pas suivi les instructions de son pays au niveau du vote **on ne se mettra pas d'accord sur le candidat** comme membre permanent au Conseil de sécurité et ...l'occasion ne se représentera plus!

Remarque: dans le Conseil de sécurité actuel tous les pays officiellement reconnus comme disposant de l'armement nucléaire n'y sont pas: **L'Inde et le Pakistan** notamment veulent rentrer... Mais pour l'instant eux aussi ne peuvent pas.

b)- Aujourd'hui l'Afrique est absente de grands foras sécuritaires

Chaque fois qu'il y a un forum sécuritaire, on débat des problèmes de l'Afrique mais il n'y a pas de représentant africain, on n'a pas vraiment les éléments pour prendre des décisions justes !

Au dernier sommet d'Halifax, on parlait de l'Ukraine. Quelqu'un a fait la remarque que **dans le G5 Sahel** on n'avait pas pu réunir de l'argent nécessaire... Tout le monde a reconnu que **c'était vrai mais qu'il fallait mettre de l'argent sur l'Ukraine!** Finalement on n'a parlé que de l'Ukraine et **on a oublié le problème que nous avons en Afrique...**

C'est très important d'être dans le système global. On ne peut pas parler de sécurité et d'autonomie sans se connecter à la société internationale! **C'est notre responsabilité d'être présents dans ces forums** pour parler de nos problèmes et voir où on en est.

c)- Participation de l'Afrique à ces grands sommets mondiaux

Une présence africaine est indispensable dans les grands forums internationaux comme: la **Munich Security Conference, la Halifax International Security Conference, le Tana Security Forum, le Waldheim Forum...**

Un des participants réguliers à ces forums, présent à notre conférence s'est proposé pour faire **l'intermédiaire et connecter les militaires présents** qui le souhaiteraient à ces foras...

2- MIEUX SE CONNECTER AU « DROIT » INTERNATIONAL

La **notion de Souveraineté sécuritaire** brandie aujourd'hui dans certains pays comporte au regard, **aussi bien du droit que de la politique, des ambiguïtés qu'il faut lever.** En gardant à l'esprit que ce dont on parle concerne la vie d'hommes et de femmes et qu' **il faut arrimer l'action à des références juridiques communes et adaptées.**

Lever des ambiguïtés

-Sur les mots « terroriste » et « terrorisme » :

Ces mots font aujourd'hui l'objet d'une instrumentalisation juridique qui détruit des collectivités humaines. **En effet, dans leur utilisation par certains gouvernements les mots « terrorisme » et « terroriste » ne se rapportent pas à un fait ou à des personnes clairement caractérisés.** Ce qui est en vue **c'est plutôt les moyens d'action et la liberté d'action que cela autorise!**

Sans prendre en compte le caractère complexe des phénomènes et notamment celui des ressorts (causes) du terrorisme, **cela leur permet même de « passer sous silence » les causes liées à la gouvernance locale** (politiques publiques ou agissements des gouvernants générant des frustrations diverses)

Il faut donc faire montre d'une extrême prudence dans les mots ; veiller à **interroger les causes**, faute de quoi on ne débouchera que sur des fausses solutions, qui ne pourront qu'aggraver les **dégâts auprès de communautés nationales d'ores et déjà en rupture plus ou moins grande de lien national.**

S'interroger donc sur les moyens de réduire ces causes, plutôt que de se focaliser sur la seule réponse dite « sécuritaire », voilà la discipline à laquelle on devrait s'astreindre...

-Sur le mercenariat

Il y a un nouveau phénomène à saisir, celui de la « **privatisation de la violence** » à travers **des groupes militaires privés.**

Il s'agit ici de « contourner » les règles du droit international de la responsabilité qui se sont renforcées au cours du dernier siècle: de la prohibition du recours à la force entre États, on est arrivé à la condamnation de l'ingérence armée d'un État dans un autre État, à la mise en place de mécanismes qui permettent d'amener un État à répondre des dommages causés à un autre État.

Ainsi pour brouiller les pistes et échapper à l'obligation de répondre des dommages causés, certains États ont répondu à travers le recours au mercenariat d'abord et quand le mercenariat lui-même a été saisi par le droit international, par le recours aux sociétés militaires privées.

Il est intéressant de se rappeler que la première convention internationale contre le mercenariat a été celle de l'OUA signée en 1977 et que les États africains ont été à l'initiative de celle plus générale qui sera signée dans le cadre de l'ONU en 1989.

Il y a donc quelque chose de profondément choquant, dans le fait que ce sont aujourd'hui nos propres États, les États africains, qui font appel à ces sociétés militaires privées liées à des États étrangers, et qui couvrent ainsi leurs exactions, les crimes qu'elles commettent contre les populations civiles.

La notion de sécurité collective

Pour pouvoir ordonner l'action au plan juridique il faut des références non seulement partagées mais aussi les plus utiles possibles. Aujourd'hui, la notion de référence est la souveraineté, mais cette référence n'est pas adaptée aux menaces nées du terrorisme ou des interventions de groupes armés privés. Elle est à la fois trop vague et trop balkanisatrice.

La notion de la « Sécurité collective » serait juridiquement plus productrice de sens et d'action pertinente contre ces menaces, car elle porte en elle une exigence de coordination et de cohérence de la réponse apportée à différents niveaux, du local au continental en passant par le national et le sous-régional...

Une deuxième référence importante est celle ayant trait aux « droits fondamentaux », la « sécurité » étant abordée en tant que premier droit fondamental des personnes et des populations. C'est dire ainsi que la sécurité est une « prérogative » de ces personnes, dont la réalisation « met un certain nombre de devoirs à la charge de l'État et des autorités publiques.»

Cette perspective est intéressante car elle appelle une implication des citoyens et des populations dont c'est le droit d'être protégés dans la recherche et dans la mise en œuvre des solutions.

Les expériences de participation des populations exposées dans cette conférence confortent l'idée que cette piste est une option positivement prometteuse, à étendre.

E. LE CAS DU BENIN

Le Bénin mène une politique globale active pour tenir compte de la souveraineté-mère des populations et bien « aligner » les souverainetés entre population et gouvernants, de façon à renforcer au maximum la sécurité:

a) La gendarmerie a été fusionnée avec la police républicaine jugée plus proche des populations

- b) Pour mieux sécuriser les frontières** a été entrepris, avec des partenaires, français, américains et (précédemment) nigériens... un **Partenariat Militaire Opérationnel (PMO)** visant à appuyer par des moyens aériens, les opérations au sol.
- c) l'objectif est de re-dynamiser « l'initiative d'Accra »** qui concernait la lutte contre le terrorisme dans la région, avec au départ 8 pays : Mali, Niger, Bénin, Togo, Ghana , Burkina, Côte d'Ivoire, Nigéria (observateur), **ramenés aujourd'hui à cinq pays..**
- Le but poursuivi, à partir **d'un partage effectif des renseignements et la création d'une force conjointe menant des opérations transfrontalières**, est de renforcer la résilience des communautés locales et la coopération entre le personnel de sécurité et la société civile.
- d) Le principe à la base de cette stratégie est que «la Défense nationale n'est pas l'affaire des seuls militaires! »** et qu'il faut prendre des mesures socio-économiques d'appui dans les zones frontalières.
- e) Actuellement le Benin a noué de solides partenariats avec les États-Unis, la France, et la Belgique**, pour développer ses capacités opérationnelles en matériel, formation, et en entraînement.
- f) Un effort a été consenti par le gouvernement à travers une loi de prise en charge des « victimes et de leurs ayants droit »** qui s'applique à tous : militaires, civils associés, personnel logistique (15 millions CFA, plus subventions aux enfants, plus assurance gratuite).

Session 4 : LES SOUVERAINETÉS NATIONALES ET LES CULTURES AFRICAINES, FACE A LA GEOPOLITIQUE MONDIALE ET SES LUTTES D'INFLUENCE.

Penser les souverainetés africaines face à la géopolitique mondiale actuelle pose aux populations **la question de « l'altérité », du « choc avec l'autre »** à différents niveaux: **national** avec la décentralisation, **régional** avec les voisinages et les frontières, **continental** avec l'étandard du panafricanisme et **mondial** avec la globalisation,

Cela crée **des revendications de souverainetés et des blocages** que la conférence a **analysés sous différents angles, anthropologique, sociologique, économique et énergétique.**

Puis, **partant d'un récapitulatif des « fondements indispensables »** pour la construction d'une souveraineté africaine **véritable** , « **huit recommandations** » ont été formulées ».

Concernant « **la mise en œuvre des décisions prises** » qui est souvent le point faible sur lequel buttent les meilleures intentions, des idées pour **une activation effective ont été suggérées.**

A. DIFFERENTS REGARDS SUR CETTE SOUVERAINETE AFRICAINE DANS LA GEOPOLITIQUE MONDIALE.

1) Une souveraineté « mouvante » sous l'angle des vécus réels; (point de vue d'un socio-anthropologue)

La souveraineté vue sous cet angle des vécus réels permet d'**accrocher la réflexion à des questions sociales concrètes** .

a. Quel pouvoir s'exerce autour de la souveraineté? Et qui l'exerce ?

On observe que **les souverainetés africaines s'affirment plutôt en « discours »** et que **les cultures nationales n'arrivent pas véritablement à cimenter « le vécu »** de ces souverainetés.

Les cultures traditionnelles locales sont souvent réduites à des « objets de mises en vitrine, de folklore », ou instrumentalisées dans des démarches de revendications identitaires visant à contester l'Etat central perçu comme lointain.

De nombreuses zones échappent au contrôle des Etats centraux et plus on s'éloigne du centre de pouvoir, plus le pouvoir devient invisible.

b. Des reconfigurations silencieuses, mais profondes de l'identité, de l'autorité, de la légitimité culturelle se produisent. **ans un contexte où les Etats africains eux aussi oscillent** entre affirmations symboliques de leur autonomie et jeux d'alignement diplomatique, on observe que **les acteurs locaux, se réfugient, parfois, sous des identités culturelles nouvelles et mouvantes.**

Cela ne renvoie pas à des matrices de pouvoir bien stabilisées: **Ça bouge !**

c.Dans son rapport avec la Culture, on est aussi dans des terrains mouvants:

Quand on essaye d'**appréhender la question de la souveraineté**, on ne peut pas la saisir comme une identité figée, mais comme un **terrain mouvant avec des influences** qui se tissent autant par la force, que par les symboles, les savoirs ou les flux invisibles.

Se demander alors **comment les acteurs négocient la souveraineté dans leurs pratiques quotidiennes, renvoie à un certain nombre de constantes**:

La culture englobe la langue, la tradition, les valeurs et les croyances et **du fait de cet ensemble composite, on comprend la difficulté d'articuler, culture et souveraineté ainsi que les contestations** qu'impliquent toutes ces dimensions.

L'unité nationale, la cohésion sociale sont des catégories sur lesquelles la culture pourrait jouer un rôle majeur dans leur consolidation, mais dans quelle mesure, au niveau de l'Etat central, **cette dynamique-là est-elle prise en compte?**

Du fait du rayonnement international, **les questions de diplomatie, de géopolitique sont aujourd'hui largement médiatisées à travers les débats** qu'on observe dans la pluralité des communautés culturelles dans nos pays.

La résistance à l'influence étrangère, qui est une sorte de rempart à l'assimilation, est devenue d'autant plus importante que l'on voit **le rôle majeur des réseaux sociaux dans des manipulations, mais aussi dans des éveils de conscience** pour certains groupes, qui, jadis, ne se posaient pas un certain nombre de questions...

Pourtant **la culture est aussi une source d'inspiration, d'innovation, de développement économique et social et en s'appuyant sur les cultures endogènes** on voit très bien des « **possibilités de revoir autrement** » **la question de la souveraineté**, qui la porte et pour quelle finalité.

La grosse difficulté aujourd'hui, c'est, compte tenu de cet héritage colonial et de la diversité des situations, **de savoir « Comment bâtir une identité nationale portée par une culture nationale ?**

La question de l'**articulation entre la culture et la souveraineté** nous renvoie à ces questions de **développement endogène** qui reflètent une forme de vulnérabilité, notamment quand on s'éloigne des grandes villes.

d. Les « zones frontières » sont des espaces symptomatiques de cette crise, de cette **tension vivace entre le local et le global** qui porte sur des cultures « **impersonnelles** », alors que dans **le local, il y a des cultures identitaires très fortes**, qui veulent se raviver.

La question de cette culture nationale revient d'autant plus fort que **les états ne sont pas véritablement stabilisés, et les frontières non plus.**

En conclusion, nos états sont encore en chantier et énormément de choses doivent être faites entre le niveau central et le niveau périphérique, pour asseoir les bases d'une « **souveraineté accomplie, véritable...** »

2) Aller vers la souveraineté « du bon pays »? (considérations d'un point de vue historico-sociologique)

La « souveraineté » étant un concept politique, qu'en est-il de l'évolution de la souveraineté « offensive » dans l'Histoire !?:

Cette ferveur qu'on voit en ce moment pour ce concept de souveraineté est le **symptôme d'un problème plus général qui affecte tous les petits pays du monde**, et bien sûr, ceux de l'Afrique, à savoir l'**inégalité de pouvoir entre pays souverains**. C'est un problème intéressant car il provient d'une sorte de « **progrès historique de l'humanité** »:

L'histoire politique a été marquée par **une grande variété d'entités politiques**, depuis les petites communautés sans chef, jusqu'aux grands empires. **Cette diversité impliquait que « l'inégalité était dans la nature des choses » et il y avait quelque chose qui était compris comme « un droit de conquête », parfois réglementé par la religion.**

Or un effet curieux de l'impérialisme colonial européen, a été d'aboutir à une révolution politique: la transformation du monde à l'image de l'Europe, c'est-à-dire la disparition totale de l'ancienne diversité, remplacée par l'uniformité de la forme « **État-nation** » qui s'impose à tous (aussi bien à des pays géants comme les États-Unis, qu'à des pays lilliputiens comme Singapour, ou, à l'intérieur de l'Afrique, aussi bien à l'immense Congo qu'au minuscule Rwanda.)

Cette uniformisation politique s'est accompagnée – et là est le progrès historique –d'une uniformisation juridique, c'est-à-dire de **la reconnaissance de l'inviolabilité souveraine à tous ces États-nations**. En même temps que disparaissait l'inégalité naturelle liée à la diversité des entités politiques, s'évanouissait le droit de conquête, remplacé par le « **droit à la souveraineté de chaque État-nation** », qui exprime une égalité juridique entre eux.

Et le problème vient de là : l'inégalité naturelle, « **objective** », celle qui tient aux vertigineuses différences de capacité et de ressources opérationnelles, n'a pas disparu, elle est simplement niée par le droit souverain, jusqu'à ce qu'elle se manifeste brutalement comme...à Gaza, en Ukraine ou dans l'est du Congo.

Tout progrès amène de nouveaux problèmes et donc la quête de davantage de progrès. Ce qui est cherché confusément en Afrique, c'est **comment faire en sorte que l'égalité de droit devienne une égalité de fait!**?

Nous pourrions en faire une « aspiration africaine », comme si cela était, en quelque sorte, la mission civilisatrice du continent. Le « label de souverainisme » pourraient être appliqués à cette aspiration ...à condition d'oublier son instrumentalisation et son dévoiement actuels aux fins de construction de dictatures au Sahel!

Ainsi dans cette aspiration, « Cherchez le bon pays », on imagine un pays dans lequel la personne citoyenne qui y serait la plus vulnérable pourrait lever la tête et dire: « Ceci est un bon pays! » Ce serait ainsi la **mesure la plus vivante et le baromètre sensible d'une bonne gouvernance, associée à un souci permanent de **justice socio-politique...****

En conclusion, pour arriver à entendre cette parole de la voix des plus humbles, il aura fallu un tel travail, une telle œuvre politique, qu'elle n'a pu être que le trône de la seule souveraineté qui vaille : « celle du bon pays! Mais pour cela, il faut que beaucoup de pays africains fassent encore beaucoup d'efforts!

3) La souveraineté « économique »: un « résultat » et non quelque chose qui se décrète... (vue sous l'angle socio-économique)

Un constat s'impose : « The World is becoming more african », titrait récemment le New York Times ! Le monde devient de plus en plus africain ! Pour le meilleur ou pour le pire ?

Partant des **données démographiques**, l'Afrique est la région du monde la plus jeune: D'ici 2050, 90 % de la croissance de la population active viendra de l'Afrique. La fécondité moyenne en Afrique: 4,18 enfants par femme, 1,5 en France...La moitié de la population a moins de 17 ans, moins de 15 ans au Tchad et au Congo. En France, c'est 42 ans (38 ans en Chine, 49 ans au Japon). Quand on parle de la jeunesse du continent, en fait on ne parle pas de jeunes, on parle surtout d'enfants !

Cela a des implications importantes, qui ne sont pas que négatives:

Au niveau de l'**influence sur le soft Power**, quand on voit par exemple l'extraordinaire développement au Nigéria de **Nollywood** et la **jeunesse qui est partout présente sur les grands stades, dans la musique également etc...** Cela aura une influence inexorable !

Un « potentiel énorme d'apprentissage » pour la région entière existe. Tout ce qu'on dit sur l'intérêt de politiques industrielles est également valable pour les politiques culturelles et créatives qui représentent un foyer important d'emplois. On voit la possibilité d'en faire des moteurs puissants pour l'avenir !

D'où l'importance au plan stratégique « d'investir dans l'humain » et dans les capacités, ce qui est déterminant pour que ces données démographiques se traduisent dans un meilleur avenir pour le continent ! (cf « Jeunesse Africaine, « bombe à retardement » ou opportunité historique ? recommandations sur www.initiative-afrigue.org)

Il faut cependant combattre « l'instabilité et l'insécurité » qui concernent beaucoup de pays et pour cela les Institutions politiques doivent viser « trois objectifs » à poursuivre de façon concomitante:

- 1—construire le lien entre gouvernants et gouvernés, c'est à dire bien réfléchir aux modalités d'exercice de sa démocratie.
- 2—construire l'État (qui peut être de nature différente. La Chine, par exemple a un État fort sans être démocratique) qui doit être fort, structuré et efficace.
- 3—créer les conditions d'une économie forte.

Ces trois conditions sont nécessaires pour rencontrer le monde avec plus de confiance et se donner la capacité de construire une souveraineté économique, qui sera un résultat et pas un slogan !

4) La souveraineté « énergétique » est véritablement réaliste, mais à la condition de planifier dès maintenant... (angle énergétique)

- L'enjeu énergétique : une « nécessité » pour la croissance!

Sans énergie on n'a pas d'eau, qui est déjà en raréfaction. Il y a besoin d'énergie pour la déplacer et comme elle est souvent polluée, il faut aussi de l'énergie pour la dépolluer.

Sans eau, pas de processus de mines, d'usine, d'agriculture à grande échelle

Il y a vraiment un processus incontournable: eau—énergie—nourriture....

-Le potentiel énergétique est loin d'être atteint :

L'Afrique c'est 7,5 % des flux pétroliers mondiaux, on est loin du potentiel qui peut être facilement multiplié par deux,

-Les revenus potentiels sont considérables :

Aujourd'hui ces revenus représentent 115 milliards de dollars par an, on peut escompter facilement **une augmentation de 150 milliards de plus**, sur 50 pays cela représente une moyenne de 3 milliards de dollars par pays. **Une commission de 1%** (certains prennent jusqu'à 10%) représente 30 millions de dollars par an (**18 milliards de F CFA**)

- La chaîne de décision actuelle n'est pas optimale, il faut la changer :

Cette manne financière pourrait être mise à profit pour modifier la chaîne de décision actuelle où les solutions d'urgence viennent en concurrence avec les solutions planifiées.

Quand on est bloqué, **la solution, la plus utilisée aujourd'hui, c'est de faire parvenir un bateau** qui correspond à **un important montant financier (coût moyen 150 à 200 millions de dollars)** qui peut influencer des processus de décision. Un ministre ou un responsable-généralement toujours dans l'urgence- peut avoir du mal à dire non...

- D'où la nécessité d'une planification « maintenant »: Si on ne planifie pas dès aujourd'hui, on ne pourra pas répondre à la croissance de population d'ici 2050, avec des besoins énergétiques énormes. **En énergie, ce sont des processus de planification à 50 ans!** C'est ce que font les lions asiatiques qui planifient dans ces délais...

-Comment résister à la tentation de corruption : on conçoit que les montants en jeu qui représentent des années de salaire de fonctionnaire représentent une **véritable tentation et un clash culturel** ! Actuellement, dans tous les pays producteurs de pétrole, ces fonctionnaires spécialisés sont les mieux payés du monde, selon le principe qu'ainsi ils n'auront pas envie de frauder...

- Les solutions peuvent aussi exister en Afrique: les 18 milliards de francs CFA par an estimés, représentent une manne financière suffisante pour mettre en valeur toute la chaîne qui décide en Afrique...D'où la suggestion de **créer une fonction de Chief Executive Officer** qui supervise avec des systèmes de commission. (Sachant que les salaires des fonctionnaires spécialisés dans le monde vont jusqu'à 200 000 \$ par an....)

- Quant au « choc culturel » que représenterait soit disant la planification...dans nos villages **certaines formes de planification existent bien** qui prévoient la succession de chefs de village. **On est donc capable, en pensant aux fondamentaux de notre culture, de se mettre à planifier pour choisir de manière libre et autonome : la souveraineté « commence par la !**

En conclusion, on peut comprendre qu'il y a beaucoup plus d'argent à se faire en pensant « long terme » qu'en agissant à « court terme »! Devant un tel enjeu financier à la clé, l'Afrique ferait mieux de planifier son secteur de l'énergie...**maintenant!**

5) Entre revendications de souveraineté et vraies-fausses « servitudes » des clarifications sont nécessaires!

Cheikh Amadou KANE, dans la confrontation entre l'Afrique et le monde occidental dont traite « l'Aventure ambiguë », fait dire à son personnage la Grande Royale, cette dernière phrase: « il faut qu'on apprenne nous aussi à vaincre sans avoir raison ! »...

Mais il existe en Afrique, « l'art de perdre sans être au courant ». Il y a des « servitudes » dans beaucoup de pays africains, dont on n'est pas conscient... En voici quelques exemples:

a. Le franc CFA

Quand on parle du franc CFA, on pense essentiellement au rôle de la France et au rapport de « souveraineté » de cette monnaie externe par rapport à nos économies... On n'est pas conscient d'autres réalités:

Exemple en 2010, en Côte d'Ivoire, deux légitimités s'opposent dans un conflit, celle de Laurent GAGBO et celle d'Alassane OUATTARA, dont les armées s'affrontent... « Le Conseil des ministres » de l'UMEOA « reconnaît la victoire de OUATTARA et interdit l'accès au coffre de la BCEAO à Laurent GBAGBO! Tout Président qu'il était à l'époque, celui-ci essaye de forcer la situation... Il sera condamné à 20 ans pour cela!

Cette décision prise par **un simple conseil des ministres de l'UMEOA** - ce qui n'est même pas le niveau le plus haut - correspond finalement à une « servitude ». **A force de mettre la focale sur la France, on oublie cette servitude consentie par nos Etats depuis des décennies**, dont on ne se rend pas compte, mais qui est bien là...

Combien de gens sont conscients des servitudes qu'ils ont laissé à ces instances!?

b. L'Aide internationale,

La façon dont on la considère généralement n'est pas forcément la bonne... Ces dernières années on a expliqué que **l'aide était une vraie forme de néocolonialisme** et on l'a rejetée de partout, comme si le seul fait d'avoir besoin d'aide, était un signe de « **baisse de souveraineté** ».

Mais, à partir du moment où les Occidentaux **décident d'abandonner l'objectif de 0,7 % de la richesse nationale fixé pour l'aide et particulièrement les États-Unis qui la suppriment carrément**, on se rend compte que l'aide internationale aujourd'hui était vraiment **nécessaire pour...nourrir des réfugiés, construire des routes, des hôpitaux, des crèches, etc..**

En faisant croire qu'avec l'aide à l'Afrique, on se déshonorait, **on a fait tomber l'aide internationale! Aujourd'hui où sont-ils ceux qui l'ont discrédiété** pour expliquer comment on pourra la remplacer !? (A noter que jusqu'à une période assez récente, **la Chine recevait toujours une aide de la France**, sans en être gênée le moins du monde!)

Quand on a utilisé « la souveraineté » comme un « **mot de passe** », on oublie des **servitudes qui sont réelles et dangereuses**.

Il n'y a pas de honte à demander de l'aide, mais voir l'aide « honteuse » en soi, est honteux !

c. On parle de luttes d'influence, mais qu'en est-il des « influences sans lutte » !? **Quand on pense à nos systèmes juridiques**, on pense à l'inefficacité des tribunaux dans les pays francophones, à la séparation des pouvoirs etc. Mais ce qu'on oublie, c'est que **l'ensemble de notre réflexion juridique est un héritage français, qui n'a jamais été contesté, qui n'est même pas « pensé »...**

On ne conteste pas par exemple le fait que **le Ministre de la justice, comme toute la structure juridique, dépend...du gouvernement**. Aucun pays francophone en Afrique n'accepterait un jour de laisser la justice indépendante !

On a hérité du système français et on ne l'a jamais remis en cause or **les moyens de corruption qui viennent à travers cette dépendance de la justice sont énormes**.

En Ouganda ou au Kenya par exemple, le **Conseil supérieur de la magistrature**, qui décide des carrières des magistrats, est essentiellement composé d'avocats et de juges indépendants.

Ceci est caractéristique d'une influence délétère de la justice dans nos Etats et cette influence, imposée sans intervention de la France, n'est jamais remise en cause.

En conclusion, la « véritable souveraineté » commencerait par réfléchir à ces aspects et à se confronter à des alternatives qui existent...

B. LES « FONDEMENTS » D'UNE VERITABLE SOUVERAINETE AFRICAINE DANS LA GEOPOLITIQUE MONDIALE D'AUJOURD' HUI

1) La démographie, à ne jamais oublier.

Il est clair que **l'Afrique sera en 2050 le continent le plus peuplé**: Est-ce une bonne ou une mauvaise chose ? Il faut être clair sur les conditions pour que ce soit une bonne chose sinon, ce sera un obstacle et **la jeunesse deviendra plutôt un danger...**

Pour cela **il faut mettre l'accent dès maintenant** sur tous les domaines comme **l'éducation, la santé ...ainsi que sur toutes les autres dynamiques intéressantes**: utilisation de l'IA, problèmes de changement climatiques (qui affectent certains pays plus que d'autres...) etc

2) Une planification plus que jamais indispensable.

-Témoignages sur le passé:

« **On revient de loin !** » propos d'un ancien **Ministre de la planification** dans les années 2000: « **le long terme c'était, la semaine prochaine!** Quand on ne sait pas comment à la fin du mois on va pouvoir payer les fonctionnaires, ça prend toute l'énergie...On vivait **la dictature des urgences**. Le quotidien l'emportait sur le long terme. Le seul Ministre important c'était **le Ministre des finances**, que le FMI venait voir quand il visitait le pays...»

Des réactions africaines généralement trop lentes face aux menaces...

Souvenirs d'un Premier Ministre lors d'une **réunion SADEC** à propos du **problème d'assèchement du lac Tchad**: il avait proposé « en vain » aux députés d'envisager la possibilité de **détourner l'eau de deux fleuves** vers le lac Tchad , « **ce qui aurait permis de maintenir la population tchadienne là où elle se trouvait!** ». Quelques années après les éleveurs tchadiens avaient bien été **obligés d'émigrer en RDC** et commençaient à poser de **sérieux problèmes de sécurité...**

-La Vision, la Stratégie, c'est nécessairement maintenant !

En 2050, la moyenne d'âge en Afrique sera de 23 ans, les dirigeants devraient travailler là-dessus: Pour de nombreux pays dans le monde, le problème à anticiper devrait être les seniors: **en Afrique ce sera les jeunes et il faut réfléchir en termes de besoin d'emplois, de formation, de métiers, etc.** Il ne faut surtout pas « s'asseoir » et attendre 2050 ... **Le temps de l'action, la vision, la stratégie, c'est nécessairement maintenant !**

-C'est possible d'y parvenir, l'exemple du Bénin.

L'Afrique n'est pas un bloc homogène et l'idée que les africains ne savent pas planifier, **c'est notamment faux au Bénin:**

Le Bénin depuis l'an 2000 se projette sur 2025, avec la vision Bénin ALAFIA. Jusqu'à 2016, peu de choses ont été faites. **En 2016 le Président TALON a décidé de « ramener la planification au Bénin » et repris la vision Bénin ALAFIA:**

Un plan national de développement à 10 ans composé d'un **Programme d'Actions du Gouvernement (PAG)** de cinq ans et d'un deuxième PAG pour le deuxième mandat, ont été établis. L'organisation de ces PAG qui ont « effectivement » **encadré toute l'action gouvernementale, a permis un suivi avec une véritable reddition des comptes au citoyen béninois.**

Les conséquences positives de ces programmes sont partout visibles dans le pays, notamment en cette fin de deuxième mandat.

- Les problèmes et les objectifs sont partout les mêmes.

À la fin de la mise en œuvre de la **vision ALAFIA 2025, une évaluation a été faite, des leçons ont été tirées** et une loi-cadre a été mise en place qui permet de **figer le système national de planification**, avec **définition de la prospective stratégique** et de l'opérationnel correspondants:

La prospective, c'est 30 ans, qui projette « **le Bénin Rêvé**, après un siècle d'indépendance ». Dans cet exercice de **collecte des aspirations des Béninois**, les populations ont été concertées jusqu'au **niveau des plus jeunes** (car dans 45 ans, un enfant de 15 ans d'aujourd'hui, sera dirigeant du Bénin). la question suivante a été posée: **De quel Bénin rêvez-vous ? Les jeunes disent majoritairement:**

**Un monde sans inégalité,
Où les enfants ne sont plus maltraités,
Où nous allons trouver du travail,
Un Bénin où demain nous vivrons tous en paix...**

Avis certainement partagé par toutes les Afriques: « **Hétérogénéité des Afriques** » mais certainement communauté d'objectifs sur « **l'Afrique rêvée** »!

C. 9 RECOMMANDATIONS POUR CONSTRUIRE UNE « SOUVERAINETE VERITABLE », AU PLAN MONDIAL

1ère: « AFFRONTER POSITIVEMENT UN CHOC DE CULTURES EN PLEINE ÉVOLUTION »

-Combattre des préjugés:

C'est méconnaître l'**histoire, les valeurs et les cultures africaines de dire qu'il n'y avait pas historiquement « d'Institutions »**... Au Sahel, une des plus vieilles institutions du monde, est la « **Charte du Mandé** », du **Kouroukan Fouga de 1236**.

À l'époque il n'y avait pas de frontières et cette charte régissait un vaste ensemble dans la région des trois frontières, au Mali et en Guinée où on retrouvait les Mandingues, les Malinke, les Dioulas etc ...

Il existe également des « **mécanismes** » culturels propres à l'Afrique : on parle de plus en plus de dialogue et de consensus, mais dans le Sahel, « **l'arbre à palabre** » ou « **le cousinage à plaisanterie** », sont des usages traditionnels utilisés pour **contrer les divisions et les luttes d'influence**, en permettant de les voir autrement.

Les masques également sont des masques éducateurs. Il y a matière d'enseignement à les regarder.

-La méconnaissance de la jeunesse actuelle:

« **Les jeunes ne connaissent pas nos valeurs et nos cultures** et n'utilisent pas assez les mécanismes socioculturels et traditionnels » entend t'on. Ils sont en majorité **éduqués par le portable, souvent instrumentalisés et manipulés**. Ils peuvent lancer eux-mêmes leurs chaînes sur les réseaux sociaux. Une vidéo qui circule bien, peut en un instant avoir un million de vues. **Comment faire face aux luttes d'influence !? C'est un vrai problème.**

Pour cela, Il faut **une sensibilisation**, notamment envers les plus jeunes, pour la **pérennisation des traditions** et que **les médias aident**.

Ceci pose **la question de l'éducation** et plus globalement: **quelle langue, sur quelle histoire ?** La question de l'insertion de l'école traditionnelle est également posée. Comme celle de la formation insuffisante dans les disciplines scientifiques et techniques!

-S'enraciner et s'ouvrir:

Comment résoudre la problématique posée par la diversité des cultures Africaines et de leurs évolutions? Il faut parler « **des cultures** et tenir compte de **la particularité** de chaque pays!

-La vraie question...

C'est « comment fait-on pour conserver notre identité et assurer notre développement!? Comment concilier le fait d'« **être nous-mêmes** » et de « **prendre chez les autres** », ce qui nous permettra de gagner. Le problème est de **placer notre continent dans le monde** or l'Afrique ne connaîtra pas vraiment sa propre place, **à moins de:**

- parler de la culture **non pas de façon essentialiste, mais de façon « évolutive »**: La culture a **une « histoire » qui évolue**. Elle est nourrie également par **des « religions » qui sont très pratiquées**.

- adopter la vision « **décomplexée** » de la culture de **SENGHOR**: « l'Afrique est le berceau de l'humanité, l'Afrique a eu de grands empires, **il faut s'enraciner et s'ouvrir, étudier des auteurs africains qui ne ferment pas au monde**, mais ouvrent des approches plus créatives. »

- **Il faut « être nous-mêmes », et en même temps, « être capable de travailler avec d'autres, d'intégrer des systèmes ».** Aujourd'hui, ceux qui comprennent vraiment comment fonctionnent les sociétés africaines, **ce sont souvent davantage les femmes** que les hommes.

-Parler plusieurs langues, c'est la vraie richesse:

Nous avons 2000 langues en Afrique et 56 langues au Bénin...

On a parlé de la balkanisation de la langue et certes **il faut pousser la promotion des langues locales, mais sans aller vers un repli identitaire**. Il s'agit de créer un **mélange, comme par exemple dans cette conférence** où on arrive à se comprendre, parce qu'on a une langue commune !

Une promotion de nos langues locales correspond bien à un enrichissement culturel, **mais en considérant que le français et l'anglais font aussi partie de nos langues!**

-Magnifier un « capital humain » qui représente un véritable trésor:

Parmi les ressources les plus importantes de l'Afrique, **son « capital humain » représente potentiellement un trésor, mais sur lequel « on est assis »!** Il englobe la culture acquise,

mais aussi celle qu'on crée, malheureusement souvent sous-estimée par des élites un peu « coincées »...

Il faut parler aussi de **culture de la créativité, car la culture se crée, elle n'est pas statique**. C'est un point très important que nous n'exploitons pas suffisamment. **Et pourtant il y a une demande dans le monde, de culture africaine!**

Pour magnifier ce capital humain le problème clé c'est « l'éducation », pas uniquement à partir des classes traditionnelles, mais à travers la culture d'une manière générale. Il faudrait pratiquement créer « un homme type de la renaissance » car les problèmes sont complexes...

2eme. « EDUCATION : REBATIR LA MAISON DE BAS EN HAUT»

Il faut **regarder la réalité avant tout**: Il y a « une majorité d'enfants aujourd'hui qui ne sont bons nulle part! ». Il faut rebâtir la maison de bas en haut, et pour cela :

-Améliorer la qualité des apprentissages.

Qu'est-ce qu'on leur enseigne !? : La qualité de l'éducation est fondamentale il faut en parler dans une approche ouverte et revoir les programmes à l'école.

-Enseigner ce qui est adapté au marché de l'emploi

On continue d'**enseigner majoritairement** des matières qui ne sont pas adaptées au marché de l'emploi, il faut qu'on ait le courage de regarder résolument **les secteurs techniques!**

-Enseigner les valeurs civiques et les connaissances géopolitiques nécessaires pour, à partir du « besoin d'idéalité » des jeunes, susciter un désir d'avenir réaliste dont ils seront protagonistes. (Cf 8eme levier des recommandations GIAF sur « Jeunesse africaine, bombe à retardement ou opportunité historique » sur : www.initiative-afrigue.org)

3eme. «DÉFENDRE LE PRINCIPE DEMOCRATIQUE »

Le choix de la démocratie demande à être défendu:

On peut concevoir que certains ne soient pas d'accord, **mais il faut accepter le débat**. Sinon on ira vers **un retour à l'autoritarisme civil ou militaire qui ne donnera pas à la jeunesse les moyens de s'épanouir à la pleine mesure de ce dont elle est capable!**

Pour cela, il faut **combattre les doutes inquiétants actuellement des jeunes sur la démocratie** qui serait: « antinomique avec l'Afrique, consubstantielle à l'Occident et ne nous aurait rien apporté ... »

Ceci n'est pas exact: D'une part une forme de démocratie a existé en Afrique, cf par exemple **la Charte du Mandé**. D'autre part c'est un choix pour « **une question de liberté** » dans les liens entre gouvernants et gouvernés **et par ce qu'elle sous-tend de « liberté en général »,** comme ce qui permet à chacun de nous de **nous exprimer librement** aujourd'hui dans cette conférence!

Certes, il n'y a pas une « seule » démocratie, mais quelques principes de base sont universels : « La liberté, le droit, la séparation des pouvoirs, des élections libres et transparentes ». Ces principes démocratiques sont non discutables.

Certains disent que **ça ne correspondrait pas avec la culture africaine !** C'est le contraire : compte tenu de **la diversité de nos ethnies** et pour assurer **une connexion entre gouvernants et gouvernés**, la démocratie est probablement **le système qui convient le mieux pour gouverner** nos états africains et nos peuples.,

4eme. « AMELIORER LA GOUVERNANCE ET FAIRE BAISSER LES FRUSTRATIONS »

-Les Etats ont une grande responsabilité en matière d'insécurité:

L'insécurité est principalement due à la déliquescence des Etats qui créent des frustrations, par le non-respect des Constitutions ou d'élections mal organisées et non crédibles ou par la mauvaise gouvernance économique...

-Il faut attaquer le problème à la racine.

Les problèmes de gouvernance sont énormes dans plusieurs pays, au plan politique, économique et démocratique. Souvent à l'issue d'élections, on assiste à l'arrivée d'**une nouvelle coalition qui s'installe au pouvoir et qui pille littéralement les ressources**, comme il était reproché à l'équipe sortante, ce qui crée les frustrations qui mènent aux coups d'Etat militaires. **A la base, il faut un contrat social stable, fondé sur la justice.**

-S'ajoutent les problèmes de transhumance entre les éleveurs et les agriculteurs qui sont une vraie source de litiges qui s'aggravent avec le temps. Le problème principal c'est l'eau avec beaucoup de conflits dus au « changement climatique. »

Les frontières ne tiennent pas compte de ces évolutions et leur tracé ayant été largement arbitraire, on ne peut plus les modifier aujourd'hui: **Il faut donc faire en sorte qu'elles soient correctement administrées pour baisser les frustrations!**

-Deux « exemples inspirants » de bonne gestion des frontières :

La réponse sénégalaise:

Les transhumances de bétail entre la Mauritanie et le Sénégal sont très importantes. **Les problèmes entre éleveurs et pasteurs sont limités par une gestion intégrée des espaces frontaliers**, sous l'autorité des préfets et des sous-préfets, qui déterminent les zones dédiées à l'élevage et les routes de transit.

Des accords entre les Etats prévoient le passage de troupeaux: les points d'entrée du bétail sont fixés sous contrôle des deux administrations qui informent les gens sur telle période, telle zone..

Le bétail doit être vacciné et **des campagnes de vaccinations sont organisées périodiquement.**

Des contacts transfrontaliers sont entretenus pour apaiser les relations: les populations sont les mêmes des deux côtés de la frontière car les territoires pré-coloniaux étaient les mêmes.

Des festivals culturels sont organisés chaque année de part et d'autres, c'est très apprécié. Il y a aussi des **Foires commerciales** avec des **mariages célébrés** entre populations....

Au plan militaire sur les trois frontières, les militaires se réunissent régulièrement. Ils font **des patrouilles ensemble** au moins deux fois dans l'année. À chaque **fête de l'indépendance de chaque pays**, il y a des délégués qui viennent de part et d'autre.

L'exemple Béninois

Partant du principe de « la porosité naturelle des frontières et que tout corps a besoin de pores », une **Agence de gestion intégrée des frontières (ABeGIEF)** a été créée. Elle conduit des études pour que l'administration béninoise ait des ramifications lui permettant de faire

bénéficier ces régions frontalières d'un service public adéquat. Cette Agence fait des forages, crée des écoles, des activités maraîchères, etc.

L'État a fait en sorte que les populations soient proches de l'administration, ce qui permet de les apaiser. Ont été également installés **des pôles de sécurité**.

Par ailleurs, **des couloirs de transhumances sont tracés et vulgarisés** afin d'éviter davantage de conflits entre agriculteurs et éleveurs. **Des activités de sensibilisation** sont organisées plusieurs fois dans l'année dans les zones à risque de conflits entre agriculteurs et éleveurs du Bénin.

5eme.-« GÉRER LES RANCOEURS QUI S'ACCUMULENT CONCERNANT LE PROBLÈME PEULH: »

Attention à la formule: « tous les Peulhs ne sont pas terroristes mais tous les terroristes, ou potentiellement terroristes, sont Peulh! »

Cette formule est explosive et dangereuse et peut conduire à la violence sous l'effet du mécanisme très grave de frustration collective en cours! **Il faut la bannir du vocabulaire et déconstruire ce qui n'est pas la réalité:**

-La communauté peule vue de l'intérieur est beaucoup plus nuancée qu'on ne croit:

Dans les analyses, **on reste calés sur des raisons historiques** qui sont des sortes de « modèles voyageurs » or il y a **de nouvelles dynamiques et beaucoup de diversités**.

De grandes différences de points de vue existent « **selon les générations** » qui n'ont pas la même lecture des choses. Il faut cartographier plus précisément, **aller dans des analyses d'échelle pertinentes**.

Dans l'échelle micro, on retrouve **des problématiques qu'on a écrasées alors que ce sont des problèmes majeurs**: **la formation des jeunes Peulhs** (qui ne vont pas à l'école, qui sont bouviers et n'apprennent pas de métier, avec des souffrances terribles). **La transhumance** crée aussi des fractures énormes **Il y a aussi le problème des psychotropes**....Ce sont des micros problèmes mais « **toutes ces rivières font le fleuve de l'insécurité!** »

A une échelle plus macro, il y a des Peulhs sédentarisés, notamment en Centrafrique, installés depuis longtemps et qui ont le sentiment de faire partie d'une communauté nationale. Ils ont également acquis des terres; ce qui a été facilité par la grande taille du pays.

-Et cette réalité évolue:

En Centrafrique ces jeunes Peulhs attachés à des terres sont, dans l'économie du chaos actuel, **les premières victimes d'un système de prédition dirigé par des mafieux**. Beaucoup se sont réfugiés au Tchad.

On parle de dialogue inter-communautaire, **il faut aussi un dialogue intra-communautaire et trouver des solutions « africaines » à ces problèmes**.

La **MINUSMA** a par ailleurs développé **un concept dangereux**, celui de « **la communauté concernée** », c'est-à-dire « une communauté nomade qui n'est pas protégée par un État, ni par les Nations unies » **à laquelle on a donné l'autorisation de porter des armes** pour se défendre. **En fait, ces armes sont données à des chefs de guerre**, qui la plupart du temps ne sont pas centrafricains...

-« Ne pas faire d'amalgame trop rapides »

On fait une faute tragique lorsqu'en observant un groupe armé composé à environ 50 % d'un même groupe ethnique, on déclare que ce groupe est composé de terroristes d'une même mouvance!

Il faut bien analyser les conditions de basculement dans la violence: la constitution de ces groupes se fait de façon opportuniste, plutôt pour des raisons de facilité de langue et de sentiment commun de frustration collective. Il y a certes une dimension économique des frustrations de beaucoup de groupes, mais cela ne veut pas dire que tous les groupes frustrés passent à l'action; ils peuvent notamment ne pas avoir suffisamment de moyens provenant de l'extérieur...

On doit faire très attention de ne pas structurer le fait que ces groupes sont représentatifs d'une ethnique en particulier, ou de se laisser entraîner par des slogans de ceux qui agissent au prétexte de protéger des populations. Ce sont des fautes logiques et explosives qui peuvent conduire à la violence !

C'est le cas lorsque on conclut que tous les Peulhs sont terroristes ou potentiellement terroristes. Cela représente un risque majeur pour tous les pays de la région;

-La dimension économique est essentielle dans ces frustrations

On parle aussi de « luttes d'influence » mais les Peulhs, fondamentalement, c'est qui !? Peulhs et Toucouleurs vont du Nord du Niger au Sénégal, ce sont les mêmes peuples...

Le vrai problème lié à la transhumance, c'est l'absence de modernisation de l'économie, cette situation de violence est « le résultat » de ce que l'on n'a pas fait dans la diversification de l'économie.

Les vraies luttes d'influence ce sont particulièrement les frontières! C'est toujours les mêmes conflits Inter et intra-communautaire qui reviennent : Pasteurs, chasseurs, éleveurs, agriculteurs...

-Rôle clé de la Démocratie dans l'après Guerre...

C'est vrai qu'au Mali aujourd'hui les Peulhs sont stigmatisés et qu'il y a des rancœurs ! Après la Guerre qu'est-ce qu'on va faire !? Comment recomposer la mosaïque de réconciliation !?

La Démocratie reste centrale dans la résolution de ce problème, car c'est la garantie de la meilleure gestion de la diversité, permettant de déconstruire les préjugés, plutôt que d'en faire un élément de conflictualité!

On ne peut pas discuter de questions sensibles sur des sujets très profonds là où il y a beaucoup de préjugés; on ne peut réussir la sécurité que si on réduit la méfiance. Or il n'y a pas de système politique ou médiatique meilleur que la Démocratie pour valoriser les différences, plutôt que d'en faire un élément de conflictualité.

De plus attention, au stade de cette génération, les éléments de « radicalisme religieux » ne sont pas encore « déterminants ». Mais il ne faut pas tarder...

-Autres Pistes de Recommandations évoquées:

-Interpeller les anthropologues pour réfléchir à des mécanismes « endogènes » de réconciliation...!?

-Prendre l'aspect économique. Fournir des formations professionnelles aux jeunes peulhs.? Notamment **appliquer les recettes des DDR** (Désarmement, Démobilisation, Réinsertion) qui ont véritablement réussi (cf « Faire de l'informel une force » dans Documents sur www.initiative-afrigue.org)

-monter un sommet sur la transhumance serait utile pour bien comprendre ce qui se passe et donner des solutions africaines en appliquant un principe de solidarité.

6eme « RÉGLER LE PROBLEME DE LA TRANSHUMANCE »

Le vrai problème de la transhumance repose sur un aspect économique global, tenant à l'absence de modernisation et de diversification de l'économie.

S'il n'y avait pas eu un ralentissement de l'industrialisation au Nigeria pendant 10 ou 20 ans, **il est probable que l'on n'aurait pas eu Boko Haram... Cette situation de violence est en fait le « résultat » de ce que l'on n'a pas fait dans la diversification de l'économie !**

La problématique de la transhumance est liée à la combinaison de problèmes portant sur 3 éléments : **les ressources en eau, la dégradation de l'environnement, les difficultés de l'agriculture.**

Le Président **Mohamed BAZOUN** lors d'une réunion sur la souveraineté alimentaire, avait insisté sur **l'impératif de solidarité et de générosité**: « Si on ne fait pas preuve de cela, on ne pourra pas répondre aux défis pour une raison simple : **le défi climatique**»

On est pris en étau : la population côtière recule à l'intérieur des terres. Nous perdons 5 à 10 m de côte chaque année du fait de **l'avancée de l'océan**. En sens inverse **du fait du réchauffement climatique**, la population saharienne bouge vers les mangroves.

En même temps **la productivité du travail n'a pas augmenté** et on est obligé d'accroître les surfaces cultivables : **les populations transhumantes n'ont plus les couloirs qu'ils avaient, il y a 30 à 50 ans !**

Cela ne peut être réglé au plan national: **le « plan régional » est donc au cœur de cette dynamique des populations transhumantes** qui ne vont pas respecter les limites administratives ou officielles...C'est le même problème dans tout le Sahel jusqu'au Soudan.

7eme . « RÉALISER L'INDISPENSABLE INTEGRATION ECONOMIQUE »

On voit que plus les débats avancent, plus **le concept qui s'avère être le plus pertinent c'est celui de souveraineté « partagée vers l'intégration régionale », ce qui implique:**

-Une nécessaire mutualisation des ressources

Les projets régionaux sont fondamentaux car il faut miser sur les avantages comparatifs pour gagner en performance sur la région quitte à mettre en place des mécanismes de **redistribution des surplus**, pour que l'effet d'échelle soit perceptible pour chaque région.

Mais « on n'y est pas arrivé jusqu'à présent », cf. l'exemple historique du coton:

Abdoulaye BIO TCHANÉ alors Président de la BOAD avait réussi à mutualiser des ressources sur la filière coton. A l'UMEOA, on avait déterminé le **triangle Senoufou** comme « **meilleure zone de production du coton** » réunissant une partie des trois pays:

Cependant on n'a jamais pu mettre en place le pôle de compétitivité sur ce produit phare de la région, **parce que la redevabilité des populations dans le découpage** était uniquement par rapport à **leurs gouvernants...** Or « faire de l'intégration régionale » peut vouloir dire que le Togolais par exemple fasse autre chose que du coton et laisse le Mali en faire plus, et réciproquement pour un autre produit, et qu'il y ait compensation à partir de redistributions ...

Dans une mondialisation exigeante comme aujourd'hui, on n'a pas d'autre choix que celui d'utiliser le levier de l'intégration régionale.

-Une voie de solution raisonnable peut se dégager pour l'intégration « monétaire »

La déclaration de Lomé (Etats généraux de l'Eco 2021) a suggéré un plan ouest africain, peu commenté et pourtant intéressant **en faveur d'une monnaie « commune » par opposition à une « monnaie unique »...**

Il est question d'un **Eco commun avec un taux de change fixe**, cohabitant avec des monnaies nationales **pouvant fluctuer à l'intérieur d'un « couloir »**. C'est une forme d'intégration progressive **qui va tenir compte des monnaies existantes** fluctuantes dans ce couloir et **les amener progressivement vers une convergence**, avec comme objectif, la transformation structurelle de l'économie actuelle.

C'est la même formule du « **serpent monétaire** » autour de l'écu, qui a existé historiquement **en Europe** avant l'euro et avait participé à la **croissance exceptionnelle des fameuses « 30 (années) glorieuses »**.

-La responsabilité des Institutions Africaines

CEDEAO, CEMAC, Union Africaine, etc. elles ont toutes un rôle très important à jouer pour tenir compte des diversités pays et conjuguer les efforts dans les grands problèmes face aux USA, à la Chine à l'UE...car seuls on ne peut rien faire, **mais ensemble, on peut mieux faire face aux défis collectifs d'une Afrique plurielle.....**

A la condition cependant d'accepter de se réformer...(Voir recommandations GIAF : « **Intégration ou...Désintégration? Comment re-fonder la dynamique de l'Intégration Régionale en Afrique** » sur www.initiative-afrigue.org)

-Comment se mettre ensemble pour optimiser ces solutions africaines?

Le fédéralisme?

A priori il n'empêche pas le droit à la diversité:les **États-Unis** par exemple ont mutualisé la défense, le commerce extérieur, la citoyenneté, le passeport et la diplomatie et tout le reste dépend des Etats. **L'Inde**, c'est 31 états, 1618, langues, huit religions officielles...

Mais, s'il est sans doute utopique pour le moment de penser à une fédération africaine, **on pourrait au minimum aller vers des « contrats entre pays »,** contrats de partenariat sur des sujets précis, pour pouvoir défendre des intérêts et **aller comme l'Europe au-delà des frontières physiques**, même si elles existent

« Contrats entre pays » ça a marché au plan sécuritaire:

Idriss DEBY avait montré l'exemple: il était le seul chef d'État d'accord pour mutualiser sa sécurité avec celles des autres: il a envoyé 4000 soldats au Mali, 3000 au Niger, 3000 au Cameroun, 4000 au Nigeria...**Ils ont ensemble détruit 68 % du potentiel de Boko Haram!** Puis on leur a demandé de rentrer chez eux... Voilà, où nous mènent « les souverainetés » purement nationales!

Tout ceci plaide en faveur d'une souveraineté des pays africains « ensemble »

La question reste posée : « **Avons-nous besoin de frontières ?** » Au Burkina Faso, au Mali on lutte contre l'insécurité... On aurait mis nos efforts en commun, s'il n'y avait pas de frontières...**les djihadistes le font bien eux !**

Comme disait NYÉRÉRÉ à propos des transhumances: **les Masaï, c'est comme les girafes, ça n'a pas de frontières**, on devrait faire comme ça en Afrique mais avec l'égoïsme des Etats, personne ne veut lâcher... **Il faut aller à des espaces plus larges, la mondialisation l'exige.**

La question se pose: **comment rendre les gens plus panafricains!?** Pour cela il faut viser un grand destin, pour l'Afrique...

8eme . « FAIRE DE L'AFRIQUE UNE « PUISSANCE ECONOMIQUE »

On parle beaucoup de souveraineté ... mais **il faudrait par réalisme** construire un consensus sur l'idée que cela passe par **faire une « puissance économique » de la zone** car le « **cœur du sujet** », est:

- qu'il n'y aura pas de stabilité s'il n'y a pas d'emplois,
- que le secteur privé est déterminant pour la création d'emplois.
- qu'on ne peut pas créer des emplois à une échelle suffisante sans politique commune d'industrialisation de nos économies.

9eme . « RÉUNIR LES CONDITIONS D' UNE MISE EN OEUVRE EFFECTIVE » "

1- Passer des discours si souvent entendus... à « l'impact effectif »,

Il faut absolument **une mobilisation générale**: à commencer par les participants de cette **conférence**, notamment ceux qui ont une **capacité d'influence sur les hommes politiques** des différents pays, en les invitant à agir individuellement et collectivement,

a) pour examiner et négocier avec courage les lois qui touchent à « l'environnement réglementaire et fiscal » des différents pays pour « les dépoussiérer », « les rendre innovantes », « les adapter à notre contexte »...

b) pour développer résolument « les secteurs techniques », « l'alternance » en entreprise et se rapprocher des industries et entreprises privées pour « former plus de techniciens », adaptés aux économies visées et surtout au secteur industriel ! Ceci passe par « la réforme de nos lois éducatives ».

c) pour bâtir une « fiscalité de porte adaptée ». Une « politique incitative » pour les produits transformés au niveau national, pour être plus compétitifs que les produits importés.

Sans cette « mobilisation générale », tout restera slogans et ne sera pas réaliste!

2- Construire un panafricanisme « de nature économique »,

travailler ensemble à définir une vraie politique d'industrialisation qui dépasse l'échelle d'un seul pays et pour cela réfléchir et agir sur:

- a) comment « se mettre ensemble », en premier lieu **sur l'électricité**, qui est un problème commun car qui dit industrie dit compétitivité et **certains pays ont la capacité de fournir aux autres de l'énergie à l'échelle régionale...**
- b) définir « sur quelle base » chaque pays a le pouvoir de décider sur ses propres sujets énergétiques, agricoles, industriels, voir ceux qui pourront être traités à un niveau beaucoup plus régional et bâtir une politique commune « ensemble ».
- c) voir comment mieux « accompagner les jeunes », qui sont nombreux à vouloir aller dans différents pays pour compléter leur formation et pour tisser des liens...
- d) adopter une politique de l'Intelligence Artificielle (IA): définir ce qu'on veut sur l'IA africaine pour qu'elle prenne en compte les réalités des cultures, des langues, des valeurs ainsi que la protection des données et la stratégie de l'Afrique, sur le reste du monde.....

Investir massivement parce que ce sont des choses faisables, concrètes sur le terrain, **dans des datas, des ingénieurs, des analystes, des techniciens... il faut « le faire ensemble » car sur chaque pays pris individuellement est trop petit.**

3-le faire avec toujours le secteur privé « autour de la table... »

La souveraineté, c'est une « conquête à conquérir »! C'est forcément progressif et ça se construit dans le temps, sachant que la prospérité et donc l'activité économique et l'emploi, sont les véritables facteurs de stabilité et de transformation.

Pour construire cette souveraineté, il y a « centralité » du secteur privé comme moteur à toutes les échelles : **petites, moyennes et micro entreprises, mais également avec l'informel** (voir dans Documents sur www.initiative-afrigue.org « En Afrique faire de l'informel une force! »)

Le préalable absolu est que le **développement du secteur privé ne soit pas entravé**. Certaines pratiques de gouvernance lui nuisent (Produits importés de loin qui rendent non-concurrentielle la production locale). Il faut lutter contre tout ce qui entrave son développement !

Cette priorité donnée à l'aspect régional, réalisée avec le privé, nécessitera nécessairement une « re-fondation » de certaines politiques et institutions pour aller résolument dans le sens de ce qui favorise le secteur privé local !

Session 5 : SEANCE CONCLUSIVE

Si on ne fait pas globalement au niveau mondial preuve de « générosité », on ne pourra pas régler les problèmes, à cause notamment du réchauffement climatique. Le concept pertinent, c'est finalement celui de « souverainetés partagées » entre l'État, le territoire, la société mais aussi la région et le continent ...et la planète!

Aucune souveraineté proclamée, sans fondement économique, n'est vraiment raisonnable. Seule une souveraineté ouverte en coopération et en co-construction avec d'autres pays africains et ouverte sur le monde, peut se targuer d'atteindre progressivement cet objectif de souveraineté véritable et partagée, mêlant aspects économiques et sécuritaires.

Cela est faisable et on peut déjà « s'inspirer des success stories régionaux »:

-comme le Maroc par exemple dont l'avenir a été clairement orienté vers l'Afrique subsaharienne, à partir d'une stratégie bien définie. (investissement dans le trafic aérien, investissement dans les Finances, promotion de l'Islam des lumières pour faire barrage au radicalisme, construction du port de Dakhla Atlantique qui désenclavera 23 pays.)

Dans ce succès il n'y a pas eu que l'indispensable « vision », il y a eu aussi « beaucoup travail et de sérieux » et un « investissement conséquent »!

-Mais le bon exemple, peut aussi venir du Bénin, car on a vu sous les quatre angles d'analyse de la souveraineté par la conférence, qu'objectivement le « Benin de 2025 » coche beaucoup de cases positives.

De quoi donner une légitime fierté aux Béninois et indiquer un chemin pour des pays qui cherchent leur voie!

Souveraineté partagée, intégration, mutualisation des moyens notamment pour les infrastructures et sur le plan sécuritaire, engagement, voilà « les mots-clés » pour que, conformément à la déclaration du Président Sidi Ould TAH en introduction de la conférence, « l'Afrique devienne la prochaine usine du monde! ».

Une Afrique qui refuse la dépendance passive et s'invite, davantage unie, avec détermination, lucidité et sans complexe, à « co-construire » l'ordre mondial !

Il est par contre évident que les antagonismes régionaux actuels, issus de nombreux putschs et attisés par les conflits importés, peuvent gravement pénaliser l'atteinte de cet objectif. **L'avenir dépendra de l'issue de cette confrontation entre la souhaitable co-construction africaine et une fragmentation de plus en plus conflictuelle**, dont seule sera bénéficiaire, l'économie grise...

Une chose est certaine, comme on l'a vu « le monde deviendra de plus en plus africain » ce qui souligne l'enjeu pour le meilleur comme pour le pire du devenir du continent africain pour le monde entier et en premier lieu pour ses voisins européens. Aux Africains et au reste du monde de bien le comprendre, car c'est l'avenir de nos enfants qui se joue maintenant.